

INpreCOR

Numéro 341 du 22 novembre au 5 décembre 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

JE SUIS LE
GARDIEN DE
TON UTERUS



● **YOUGOSLAVIE**
La boucherie

● **ALLEMAGNE**
L'œuf du serpent

UNION SOVIETIQUE



Sur les ruines
du PCUS

DROIT DE CHOISIR

France ♦ Mexique
Etats-Unis ♦ Australie

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 341
DU 22 NOVEMBRE AU 5 DECEMBRE 1991

3

UNION SOVIETIQUE

Sur les ruines du PCUS

Poul Funder LARSEN

9

GRECE

La bourgeoisie va-t-elle en guerre

Nikos CHAMPI

11

YOUgoslavIE

Une guerre d'un autre âge

Q. HOARE et Branka MAGAS

DOSSIER AVORTEMENT

14

FRANCE

Le droit de choisir remis en cause

Sophie MASSOURI

16

ETATS-UNIS

Le juge et l'avortement

Interview de C. COSTEN et C. COLATOSTI

18

MEXIQUE

Coup de tonnerre dans un ciel serein

Anne DURIEUX

20

SALVADOR

L'année de tous les risques

Interview de Mario LOPEZ

24

ETAT ESPAGNOL

Fondation de la Gauche alternative

Alfonso MORO

25

ALLEMAGNE

L'œuf du serpent

Hans Jürgen SCHULTZ

27

AUTRICHE

Poussée de l'extrême droite

Hermann DWORCZAK

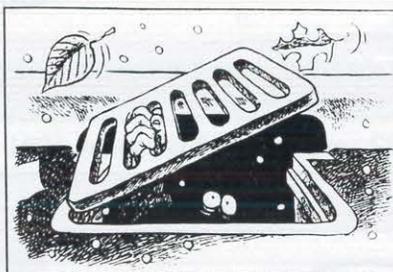
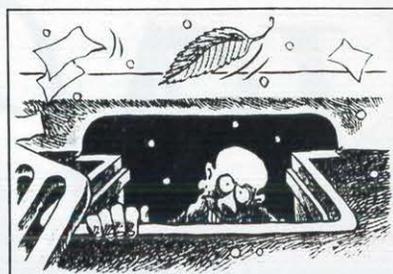
28

Nouvelles du monde

EUROPE - EUROPE DE L'EST

GRECE - TUNISIE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)

Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Sur les ruines du PCUS

TOUS les courants issus du PCUS ont mis presque deux mois à encaisser le coup et à rassembler leurs forces pour prendre des initiatives politiques publiques. Ainsi, les 26 et 27 octobre, plusieurs conférences d'anciens communistes se sont tenues à Moscou : les participants du Ier Congrès du Parti démocratique des communistes russes, dirigé par le vice-président de Russie, Alexandre Routsokoy, se sont retrouvés dans la Maison du cinéma ; dans le même temps, plus de 300 délégués suivaient la conférence de fondation d'un Parti des forces de gauche, convoquée, entre autres, par Roy Medvedev, dans la Maison de la culture de l'usine Kompresseur. Durant le même week-end, un groupe plus restreint, les Communistes pour un parti du travail, a également tenu sa première réunion.

Dans le même temps, divers projets pour refonder le PCUS sur la base d'un programme conservateur ont proliféré — des néostaliniens et des courants "traditionalistes" avancent des projets concurrents.

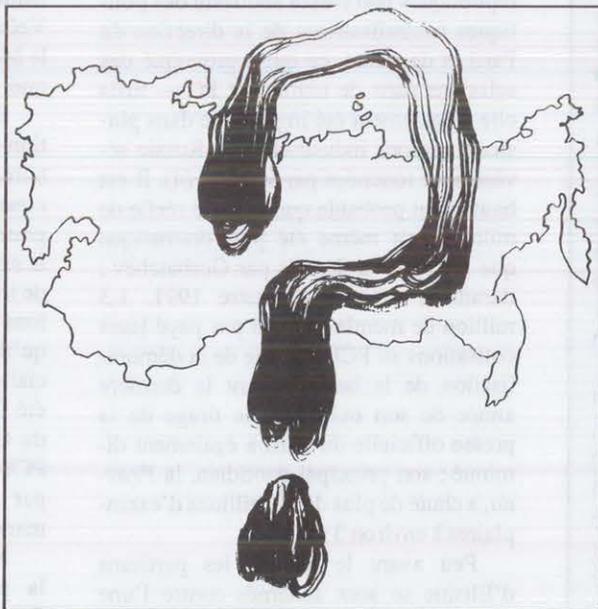
Après le décret d'août stipulant la « suspension des activités du PCUS », et la nationalisation de ses propriétés, le Parti — et ce qui restait de sa direction — s'est retrouvé en état d'égarement total et de désintégration rapide. Ce n'est que le 5 septembre (plus de deux semaines après le coup de force) que la direction du comité central (CC) est parvenue à convoquer sa première réunion, qui n'a même pas réussi à développer des orientations politiques pour les militants : « Lors des réunions hebdomadaires du secrétariat du comité central, les seuls problèmes discutés concernent la création d'emplois pour les anciens permanents » (1).

Cela illustre la crise profonde dans laquelle se trouvait le PCUS, y compris avant août 1991, à cause de la désintégration des structures traditionnelles de gestion bureaucratique dans la société soviétique. Ainsi, les comités du Parti (au moins jusqu'au putsch) gardaient une influence considérable aux niveaux local et régional, alors que son appareil central était politiquement obnubilé par la lutte pour le pouvoir au sein de la bureaucra-

Les 23 et 24 août 1991, Eltsine et Gorbatchev ont édicté une série impressionnante de décrets, entérinant, en fait, la dissolution des structures du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), bien que l'interdiction formelle de cette organisation en Russie n'a eu lieu qu'après un décret d'Eltsine daté du 6 novembre, à la veille du 74e anniversaire de la révolution d'Octobre.

Poul Funder LARSEN

tie — l'ancien tout puissant *Politburo* n'était plus qu'un corps consultatif d'importance secondaire depuis le 28e Congrès du PCUS de juillet 1990.



L'évolution du rapport de forces au sein de la bureaucratie et l'avènement d'un mouvement démocratique (de plus en plus dominé par les libéraux) se sont traduits par un affaiblissement du PCUS, par une perte d'influence et de militants, mais aussi par davantage de pluralisme en son sein.

Au cours du 28e Congrès, pour la première fois depuis des décennies, des plates-formes remettant ouvertement en cause la ligne de la direction sont apparues. L'émergence de la Plate-Forme démocratique — à l'origine soutenue par des intellectuels libéraux, mais rejointe ensuite par quelques représentants de la

gauche — reflétait, au sein du Parti, l'ampleur du mouvement démocratique de l'ensemble de la société. Dans le même temps, la Plate-Forme marxiste, lancée par un groupe d'intellectuels marxistes de Moscou, dépassait les revendications générales de démocratisation du Parti et de la société, en attaquant l'orientation économique libérale développée par les couches dirigeantes de la nomenklatura. Ces deux plates-formes d'opposition abritaient différentes tendances politiques — la Plate-Forme démocratique réunissait divers secteurs libéraux et sociaux-démocrates ; la Plate-Forme marxiste regroupait d'authentiques socialistes favorables à l'autogestion socialiste et aussi des courants plus conservateurs.

Le dernier congrès

Cependant, aucune de ces deux plates-formes n'a réussi à rassembler un nombre significatif de délégués au 28e Congrès, qui fut, encore plus que d'habitude, un congrès d'apparatchiks (2). A la suite de ce congrès, plusieurs dirigeants de la Plate-Forme démocratique — dont son porte-parole, Vladimir Lisenko, et l'ancien président de la plus importante école du Parti, Chostakovsky — ont quitté le PCUS pour former le Parti républicain, qui se situait à la "droite modérée" du paysage politique soviétique. Mais cette initiative n'a pas reçu un appui significatif, ni chez des dirigeants actuels des "démocrates" (comme Eltsine ou Popov), qui jugeaient prématurée la formation d'un parti d'opposition bourgeois, ni parmi de larges couches de membres du Parti. Ceux qui sont restés dans la Plate-Forme démocratique ont essayé de créer une alliance large des forces démocratiques "non libérales" au sein du PCUS, par la formation d'un Mouvement démocratique des communistes, en novembre 1990, lors d'une conférence unitaire avec quelques autres courants — Marxisme 21, les Jeunes communistes et

1) *Kommersant*, 16 septembre 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991.

Elt sine montre les dents

La tentative ratée du président russe, Boris Eltsine, d'imposer l'état d'urgence à la république autonome russe de Tchétchénie-Ingouchie, dans la seconde semaine de novembre 1991, dévoile deux choses : d'abord que le "démocrate" Eltsine, comme ses prédécesseurs staliniens, est prêt à utiliser la force pour préserver l'unité de l'Etat ; ensuite, comme lors de l'échec du coup de force conservateur d'août, qu'il ne dispose pas des moyens nécessaires pour imposer sa volonté. Les forces favorables à l'indépendance de la Tchétchénie ont tout simplement ignoré les décrets d'Eltsine, alors que le Parlement russe rejetait sa décision le 11 novembre.

Ainsi, il est apparu clairement qu'Eltsine ne détenait pas le contrôle de l'appareil répressif d'Etat. Son ministre de l'Intérieur, l'homme qui aurait été chargé d'écraser la rébellion des Tchétchènes, Barannikov, a déclaré que, à l'image du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, il voulait résoudre ce conflit par des moyens politiques et non militaires.

Dans l'esprit des commentateurs bourgeois, l'humiliation d'Eltsine face à la Tchétchénie-Ingouchie a engendré des doutes quant à sa capacité à faire passer en force de drastiques réformes économiques de marché.

Le soutien de Gorbatchev à une pression politique et économique sur les Tchétchènes comme alternative à une intervention militaire directe témoigne de sa volonté de regagner du terrain dans sa lutte contre Eltsine. En effet, les deux hommes s'affrontent pour savoir lequel disposera du soutien le plus important de la part de l'Ouest.

La politique d'Eltsine pour établir un nouvel Etat fort en Russie va se poursuivre. Les partis qui se sont opposés à lui sur la question tchétchène se sont divisés, et des fractions favorables à Eltsine sont apparues. Son vice-président, l'ancien communiste Routsikov, a une réputation de nationaliste Grand-Russe.

Selon un conseiller d'Eltsine, le fait que la Tchétchénie-Ingouchie réussisse à faire sécession préfigurerait « l'explosion de la Russie ». Il faut s'attendre à une multiplication des conflits entre le gouvernement russe et les nombreux peuples non-russes sous sa domination.

La résistance à l'usage de la répression face à ces conflits va devenir centrale dans la lutte contre la volonté d'Eltsine d'établir un Etat fort, capable d'imposer des réformes économiques draconiennes. ★

Colin Meade
15 novembre 1991

le Centre de gauche. Mais cette initiative est restée lettre morte, car elle ne se basait pas sur un programme cohérent d'opposition à la direction du PCUS ; elle n'a pas réussi à devenir un pôle d'attraction pour les militants de base qui, durant toute la période, sont demeurés assez passifs à cause des hésitations, de la politique de plus en plus libérale de la direction et du développement de la crise sociale. La Plate-Forme marxiste, pour sa part, est restée paralysée à plusieurs occasions importantes à cause de la contradiction interne constante entre ses ailes "conservatrice" et "démocratique".

La mort lente

Après le 28e Congrès, le déclin du nombre de membres du PCUS s'est accéléré. Lors de la réunion plénière du CC, en juillet 1991 — la dernière avant le putsch —, Gorbatchev a annoncé : « Au 1er juillet, le PCUS comptait 15 millions de membres, soit le même nombre qu'en 1973. En un an et demi, le nombre de ses membres a chuté de 4,2 millions » (3). La chute a été particulièrement forte dans les républiques non russes souffrant des politiques centralisatrices de la direction du Parti et de l'Etat, ce qui a provoqué des scissions dans de nombreux PC — mais elle a également été importante dans plusieurs régions industrielles de Russie sévèrement touchées par la crise (4). Il est hautement probable que la perte réelle de militants ait même été plus dramatique que les chiffres donnés par Gorbatchev : durant le premier trimestre 1991, 1,3 million de membres n'ont pas payé leurs cotisations au PCUS, signe de la démoralisation de la base. Durant la dernière année de son existence, le tirage de la presse officielle du Parti a également diminué ; son principal quotidien, la *Pravda*, a chuté de plus de 10 millions d'exemplaires à environ 3 millions.

Peu avant le putsch, les partisans d'Eltsine se sont acharnés contre l'une des pierres angulaires du PCUS, en interdisant ses organisations dans les entreprises. Il s'agissait d'une attaque contre le PCUS, mais aussi contre le droit d'organiser des activités politiques sur les lieux de travail : « La volonté de bannir la lutte politique des entreprises ne cadre pas très bien avec le "démocratisme" affiché par le président russe. En outre, vu l'étouffement des conseils des collectifs de travailleurs et le caractère corporatiste des syndicats, cette démarche donne encore plus de liberté au pouvoir arbitraire des directions. Malgré le conservatisme, la faiblesse, et même parfois la nature fictive des organisations de base du PCUS, certaines d'entre elles, tout

comme les cellules des nouvelles organisations socio-politiques, auraient pu devenir des centres de cristallisation de la protestation des travailleurs dans des conditions de crise croissante. Les tentatives pour empêcher cela tout comme la volonté de saper la base du PCUS furent les motifs premiers de ce décret » (5).

Tournant social-démocrate ?

La déconcentration de plus en plus accélérée du PCUS s'est accompagnée par des luttes de fractions encore plus ouvertes et acharnées entre les intérêts très disparates représentés dans le Parti — avec des expressions politiques allant du néostalinisme au libéralisme favorable au marché libre. Cela a, à son tour, rendu le Parti de plus en plus obsolète, même comme moyen d'expression politique, pour des couches dirigeantes de la nomenklatura qui, dans la conjoncture actuelle (même avant le coup de force), n'avaient pas intérêt à assumer l'héritage idéologique du PCUS. Des membres de la nomenklatura (symbolisés par des personnalités telles Chevardnadze, Iakovlev et Volski) ont rompu les ponts — en créant le Mouvement pour la réforme démocratique, au début juillet 1991.

Une ultime tentative de transformation du PCUS en organisation parlementaire, sur une base réformiste, était au cœur même du nouveau projet de programme présenté par Gorbatchev lors de la réunion plénière du CC de juillet, après de très longues discussions dans les échelons les plus élevés du Parti (on raconte qu'il a été réécrit huit fois !). Le cours social-démocrate du projet de programme a été fortement critiqué lors de la réunion du CC (par exemple, par le dirigeant du PCUS à Léningrad, Boris Gisdapov, et par Andreï Prigarine de la Plate-Forme marxiste).

Mais Gorbatchev a clairement donné la position des cercles dirigeants du Parti : « Cette peur [d'une social-démocratisation du PCUS] se fonde sur des désaccords idéologiques qui existaient déjà durant la révolution et la guerre civile. A cette époque, les communistes et les sociaux-démocrates n'étaient pas du même côté de la barricade. Les historiens doivent faire toute la lumière sur les débats de l'époque, mais il est assez évident que les contradictions apparues alors —

3) *Pravda*, 26 juillet 1991.

4) Par exemple, dans la région de Tioumen, en Sibérie occidentale (la principale région productrice de pétrole de Russie), 46 000 des 158 000 membres (c'est-à-dire 29 %) ont quitté le PCUS en 1990. Le 1er juillet 1991, on comptait 7,5 millions de membres dans la fédération de Russie.

5) Nikolai Preobrajenski, "Le coup et après", *Socialist Alternatives*, Montréal 1991.

l'attitude face à l'utilisation de la force, la dictature du prolétariat et la démocratie, le rôle de la conscience socialiste et de l'avant-garde politique — ont perdu leur importance initiale. Nous avons changé et les sociaux-démocrates ont aussi changé » (6).

A l'apogée de cette ouverture vers une "refondation" réformiste du Parti, Gorbatchev n'excluait pas de rebaptiser le PCUS, en parti "socialiste" ou social-démocrate, mais il avait proposé de reporter la décision. La question du programme devait être tranchée à la fin 1991 par un 29e Congrès du PCUS (qui ne sera sans doute jamais convoqué).

Une indication intéressante sur le régime interne du PCUS et de son CC est qu'aucun des futurs putschistes — qui ont lancé leur coup de force à peine trois semaines plus tard, pavant alors la route pour la liquidation du Parti — n'est intervenu lors de la réunion plénière. Anatoli Loukianov, la seule personne directement liée au coup qui se soit exprimée, a insisté dans sa contribution : « Le Parti ne peut pas supporter de perdre le président — tout comme le président ne peut pas admettre de perdre son parti ! » (7).

Le coup de poignard

Les développements durant les dernières semaines d'août ont clairement modifié les rapports de forces au sein des appareils bureaucratiques, par un important remaniement de personnel et une redistribution massive d'argent et de propriétés. Mais apparemment, ce processus plutôt qu'une "opération chirurgicale" illustre, en fait, un réalignement des couches dirigeantes de la bureaucratie du Parti (parties intégrantes de l'ancienne nomenklatura) sur les nouvelles élites.

Une de ces nouvelles instances a été décrite ainsi par un socialiste de Léninegrad : « Où se rendent les anciens fonctionnaires du Parti maintenant ? Où peuvent-ils trouver un emploi correspondant à leurs capacités ? Dans la direction d'une joint-venture, dans une coopérative, ou dans l'administration locale : c'est la voie tracée pour la plupart. Mais on trouve aussi d'autres variantes. En ce moment l'administration de la mairie de Léninegrad se déplace à Smolny (8), mais nombreux sont ceux qui ignorent que beaucoup de membres de l'entourage de Sobtchak n'entrent pas dans cet institut pour la première fois — il suffit, par exemple, de jeter un œil à la composition

du conseil qui dirige la zone franche économique, sous les auspices du maire de Léninegrad, et de la comparer à la liste des membres des deux dernières assemblées du comité régional du Parti. Il apparaît alors que huit des quatorze membres de ce puissant conseil ont un passé très récent dans la direction du PCUS à Léninegrad » (9).

Le Parti démocratique des communistes de Russie dirigé par Alexandre



Routskoy — ancien général et dirigeant de l'association chauvine "Mère-Patrie", qui a effectué une brillante carrière comme laquais d'Eltsine — est l'une des manifestations politiques de la couche moyenne et supérieure des bureaucrates du Parti et de l'appareil d'Etat (par exemple de nombreux dirigeants d'entreprises) qui a choisi l'alliance avec les nouveaux cercles dirigeants. Routskoy était le leader du groupe de députés du PCUS au Parlement russe qui, sous le nom de Communistes pour la démocratie, se sont unis aux libéraux, en avril 1991, pour soutenir l'extension des pouvoirs de Boris Eltsine. Il a aussi été cofondateur du Mouvement pour la réforme démocratique et a dirigé la création d'un parti "indépendant" des communistes russes (encore dans le cadre du PCUS), les 2 et 3 août 1991. Lors de cette conférence de fondation, la plupart des rescapés du Mouvement démocratique des communistes a rejoint Routskoy.

Lors de son premier congrès, les 26 et 27 octobre, cette nouvelle formation a pu, dans un certain sens, se poser en "parti dirigeant" de Russie — ou, au moins, en élément clé de la coalition au pouvoir — attirant par là-même de nombreux anciens carriéristes du PCUS. Dans l'ensemble, le congrès a confirmé la trajectoire pragmatique de ce parti — alliant son appui ferme au programme libéral d'Eltsine avec des slogans sur la protection sociale

pour faire passer la pilule : « Dans son programme minimum, le parti énumère les tâches suivantes : suppression de toutes les limitations sur l'augmentation des revenus légaux et sur les initiatives économiques des citoyens ; privatisation rapide des petites entreprises ; revenu minimum garanti supérieur au niveau de subsistance ; programme gouvernemental pour l'emploi ; réforme militaire comprenant une transition vers une armée professionnelle ; effort pour dépasser la paralysie du pouvoir à travers des élections de corps locaux d'autogestion et d'un parlement russe sur une base de multipartisme » (10).

Mais, malgré la revendication d'élections libres et la volonté de se présenter comme un "parti démocratique de gauche", Routskoy a fermement soutenu le cours autoritaire vers "un pouvoir exécutif fort" — dont l'annulation des élections des directions locales des administrations (fixées à l'origine pour novembre 1991) et l'octroi de "pouvoirs d'urgence" très importants à Eltsine, le 1er novembre. Afin de faire oublier ses origines dans le PCUS (et tout engagement socialiste), durant son premier congrès, le parti a décidé d'adopter un nouveau nom, le Parti de la Russie libre (PSR).

« Prend l'oseille et tire toi »

Malgré cette décision, le parti de Routskoy n'a pas écarté la possibilité de se poser en "successeur" légal et financier du PCUS, c'est-à-dire de recevoir une part de son immense fortune.

Les biens et les propriétés du PCUS ont représenté une question-clé des manœuvres sur la scène politique dans toute la période qui a suivi le coup de force. Il était évident, depuis le début, que le décret sur la "nationalisation" des propriétés du PCUS était contraire à la législation en cours : « Le décret du président de Russie quant au transfert de la propriété du CC du PCUS au Conseil des ministres russe, en charge de la commission d'évaluation, contredit les lois russes sur la propriété et les organisations sociales. Ces lois pré-

6) Pravda, 26 juillet 1991.

7) Pravda, 29 juillet 1991.

8) Le maire de Léninegrad, Anatoli Sobtchak, est une personnalité libérale qui a fait pression pour la création d'une zone franche économique à côté de la ville. Smolny est le fameux ancien institut pour les jeunes filles de la noblesse utilisé par le soviétique Petrograd et les bolcheviques en 1917. Jusqu'au putsch d'août 1991, c'était le quartier général du PCUS à Léninegrad.

9) Igor Pikhlov, "Retour communiste à Smolny", article non publié, octobre 1991.

10) Izvestia, 28 octobre 1991.

voient des compensations financières pour les propriétaires des biens nationalisés, si la Cour n'a pas réussi à prouver l'illégalité de l'activité économique du propriétaire ou l'acquisition illégale de la propriété. Il n'est pas certain que l'on arrive à le prouver pour l'ensemble des propriétés du PCUS » (11). Ainsi, tant le parti de Routskey que celui de Roy Medvedev réclament à grands cris des parties de la fortune du PCUS — alors que les vainqueurs "démocrates" d'août ont immédiatement commencé à se déchirer quant à la distribution des principaux morceaux de la propriété du Parti.

Les enjeux sont d'ailleurs considérables. Lors d'une interview, Iouri Petrov, un proche conseiller d'Eltsine, a tenté d'estimer la fortune du PC : « En janvier 1991, la valeur des principaux biens du PCUS atteignait 5,2 milliards de roubles. Les propriétés immobilières des comités du Parti et de son administration, les établissements économiques, organisationnels et d'éducation se chiffrent à 2,7 milliards de roubles ; les comptes en banque courants et la trésorerie du Parti sont estimés à 5,4 milliards de roubles. Il y a 2,4 milliards de roubles à l'abri, alors que différentes sortes de sécurités financières se montent à 5,8 milliards de roubles » (12).

Le PCUS était également de plus en plus investi dans des opérations financières à grande échelle : « Les moyens du Parti transférés vers l'"auto-banque", la banque des syndicats, la banque commerciale de la jeunesse, la corporation Union-B et d'autres (soit, en tout, 24 organisations commerciales) se montent à 2,7 milliards de roubles » (13). Selon une déclaration récente, ce chiffre pourrait être encore bien plus élevé : « Nous avons été informés que les ressources du PCUS placées sur différents comptes en banque et l'argent investi dans plusieurs petites entreprises, joint-ventures et compagnies par actions ont été gelés. Plus de 5,5 milliards de roubles ont ainsi été recueillis jusqu'à présent » (14).

Cette question est délicate car les opérations commerciales du PCUS touchaient plusieurs compagnies, d'éminentes personnalités libérales et d'anciens membres de la nomenklatura, qui condamnent aujourd'hui les crimes du PCUS, qui leur donnait à manger hier... Dans le même temps, l'importance de l'investissement du PCUS dans les affaires privées permet enfin de lever un peu le voile sur l'ensemble du processus d'étroite imbrication entre la nomenklatu-

ra et la mafia économique, à travers des privatisations sauvages, des contrats clandestins et la fraude classique.

Un cas, découvert récemment, montre que le comité régional du PCUS de Léninegrad participait à une joint-venture avec des investisseurs britanniques, en transférant des parts considérables des propriétés du Parti (dont deux hôtels et un parking) à



une nouvelle compagnie privée. Cette transaction a été déclarée illégale par la Cour de justice de la ville de Léninegrad comme « infraction aux règlements du PCUS » (15).

Un parti hors-la-loi

La presse libérale soviétique a porté une attention considérable au réseau financier international du PCUS et à sa volonté d'investir des fonds dans des firmes étrangères (dont celles de plusieurs "partis frères"). Dans un document interne du secrétariat du CC, daté du 23 août 1990, la logique de ces opérations est formulée en toute franchise : « Comme les leçons des partis communistes d'Europe de l'Est nous l'ont appris, si nous n'agissons pas à temps pour réorganiser la propriété du Parti selon les demandes de l'activité commerciale, en l'insérant dans une circulation économique normale — surtout dans les conditions d'une transition vers le marché —, le Parti subira inévitablement de sérieuses conséquences » (16).

Dans ce document, une série de méthodes concrètes est proposée pour développer de manière considérable les biens commerciaux du PCUS — dont d'immenses investissements dans des syndicats internationaux, des entreprises mixtes et la fondation d'une « banque contrô-

lée par le CC du PCUS avec la possibilité de mener des opérations en devises fortes ». La structure de direction envisagée était fortement hiérarchisée (et secrète) et aurait ressemblé à celle d'un trust multinational : « Le but final est, à travers la "commercialisation" des propriétés actuelles du Parti, de fonder systématiquement les structures d'une économie "invisible" du Parti ; seul un cercle restreint sera admis par le secrétaire général du PCUS pour réaliser ce travail » (17).

Durant la période qui a suivi le putsch, la campagne de dénonciation des partisans d'Eltsine contre les transactions clandestines du PCUS a servi, à l'évidence, un objectif politique : paver la voie de l'interdiction du Parti — en se débarrassant enfin des nostalgiques du Parti et en faisant main basse sur sa fortune. Le fait que les militants de base aient versé pendant des années des sommes importantes au PCUS à travers leurs cotisations ne semble pas intéresser les libéraux. Quand il a été interrogé explicitement sur le montant de cette somme, Iouri Petrov a dû admettre : « Pour 1990, les cotisations payées par les militants se sont montées à 1,245 milliard de roubles. » Quand on lui a demandé : « Envisagez-vous de rendre cet argent aux militants de base si le PCUS est liquidé ? », il a immédiatement répondu : « Selon moi, ce serait absurde » ! (18)

Afin de justifier l'interdiction du Parti, une prétendue "audition ouverte" sur le rôle du PCUS durant le coup de force des 19 à 21 août a été menée par le Soviet suprême de Russie, les 21 et 22 octobre 1991. Cette audition a été peu fructueuse et certaines de ses accusations semblent assez peu fondées ; ainsi, la une des *Izvestia* a annoncé que l'ancien défenseur de la ligne dure du bureau politique, Igor Ligatchev, aurait aidé à organiser le putsch dans sa ville sibérienne de Tomsk — insinuation niée par Ligatchev lui-même et par de nombreuses autres sources (19). Le but de cette campagne n'était un secret pour personne : « Lors de discussions avec les correspondants de la *Nezavissimaïa Gazeta*, des membres de la commission d'enquête (au sein du PCUS) ont af-

11) *Kommersant*, 30 septembre 1991.

12) *Argumenti i fakti* n° 40, octobre 1991.

13) *ibidem*.

14) *Izvestia*, 5 novembre 1991.

15) *Kommersant*, 4 novembre 1991.

16) Ce document signé par Vladimir Ivsiilo, le vice-président de Gorbatchev, a été publié en une du journal libéral indépendant, *Nezavissimaïa Gazeta*, 31 octobre 1991.

17) *ibidem*.

18) *Argumenti i fakti* n° 40, octobre 1991.

19) *Izvestia*, 23 octobre 1991.

firmé qu'ils étaient convaincus qu'un décret d'interdiction du Parti serait pris tôt ou tard. Et ce n'est qu'un début ; dans le futur, le principe des auditions dans le Soviet suprême de Russie sera étendu et ne touchera plus uniquement la complicité du PCUS dans les incidents des 19 au 21 août, mais aussi ses responsabilités dans le développement d'une dictature totalitaire dans le pays. Ces auditions, selon les membres de la commission, pourrait déboucher sur l'adoption d'une loi spéciale au Parlement visant à interdire toutes les activités communistes dans le pays » (20). Il est prévisible que les proches d'Eltsine autodésignés juges décideront quels partis et mouvements pourront être taxés de "communistes".

Les habits neufs de Medvedev

Il n'est pas certain que ce qualificatif s'applique à l'initiative pour un Parti des forces de gauche, prise par l'historien antistalinien Roy Medvedev et un groupe d'anciens députés du PCUS, au début octobre. Dans la déclaration appelant à la formation du nouveau parti, ses bases politiques sont décrites en termes extrêmement vagues : « Aujourd'hui, surgit la possibilité de fonder un parti puissant indépendant de l'appareil, regroupant des gens unis par des idéaux nobles, des buts honnêtes et une amitié vraie. Ce sera le Parti de la liberté, de la vérité, de la moralité et de la justice » (21). Le point de référence idéologique de cette initiative est le nouveau programme dessiné pour le PCUS (socialisme, démocratie, progrès), rédigé par la réunion plénière de juillet 1991. Dans plusieurs journaux soviétiques, on a même lu que Mikhaïl Gorbatchev « en tant qu'individu et non que président » avait exprimé son soutien à ce projet lors d'une conversation avec l'un de ses dirigeants, le député du peuple Anatoli Denisov.

La déclaration initiale de ce parti a été soutenue par certains leaders régionaux du PCUS, par exemple l'ancien premier secrétaire du Parti de Ninji-Novgorod, et par quelques députés. Lors de la conférence de fondation des 26 et 27 octobre, la majorité des 324 délégués semblait être constituée d'anciens fonctionnaires qui occupaient des fonctions de base ou intermédiaires dans le PCUS et de seulement 12 % d'ouvriers (22) ; l'âge moyen des délégués dépassait 40 ans. Le tableau général n'était guère encourageant : il y a eu des discussions sans fin sur le nom du nouveau parti ; il a finalement été baptisé Parti socialiste des travailleurs (PST), alors que plusieurs délégués de l'aile conservatrice du PCUS avaient demandé,

Un 7 novembre pas comme les autres...

Le 7 novembre 1991, pour la première fois depuis 1918, l'Union soviétique n'a pas célébré officiellement la victoire de la révolution d'Octobre. Cependant, dans la capitale, à l'appel de l'Union des travailleurs de Moscou (organisation de tendance assez conservatrice), 6 à 8 000 personnes ont manifesté pour rappeler leur attachement à la révolution socialiste de 1917 et leur opposition à la politique de retour au capitalisme.

Le maire de Moscou, Gavril Popov, avait interdit tout rassemblement dans le centre-ville, sous prétexte d'éviter des affrontements avec d'éventuels "contre-manifestants" — ceux-ci, totalement invisibles, n'auraient rassemblé qu'environ 200 personnes, ce qui illustre bien la difficulté des libéraux à mobiliser et la désorientation de leurs partisans. Cependant, vers 9 heures du matin, une foule animée s'est retrouvée, Place d'Octobre, sur l'un des boulevards entourant le centre de Moscou. Si la moitié des manifestants semblaient avoir plus de 40 ans, les jeunes étaient également présents en nombre, avec notamment la participation de nombreux adolescents. L'ambiance du rassemblement était bon enfant et fraternelle et les slogans et banderoles, loin, pour la plupart, de réclamer un retour au passé stalinien, étaient principalement dirigés contre les changements antipopulaires et antisocialistes imposés par décret par Eltsine et son équipe : privatisations, inflation, bradage de la propriété nationale, chômage, etc.

Les manifestants ont ensuite pris la direction de la Place Rouge dans une atmosphère de défi et d'entrain. Après des pourparlers avec les policiers qui gardaient le pont permettant l'accès direct au Kremlin, le service d'ordre de la manifestation l'a détournée pour qu'elle pénètre sur la Place Rouge par l'arrière. De nombreux manifestants se sont opposés à ce détournement, clamant que le centre-ville leur appartenait encore et que tout n'avait pas été vendu à l'étranger.

Dans ce cortège, des jeunes vendaient le premier exemplaire d'*Inprecor* en russe (voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991). ★

David Seppo
15 novembre 1991

en vain, que le terme communiste soit retenu. Ce parti convoquera sa première conférence en décembre 1991 et, bien qu'il prenne ses distances avec le passé totalitaire du PCUS, il veut apparaître comme l'un de ses successeurs (23).

Les dinosaures ne désarment pas

Plusieurs forces de l'aile conservatrice du PCUS ont annoncé leur intention de former des partis communistes basés sur sa tradition bureaucratique. Ces tendances ont trouvé un pôle de ralliement dans le Parti communiste russe, créé vers juin 1990, mais elles sont restées politiquement sur la défensive pendant une longue période. A Moscou, leur principale activité politique après le coup de force semble avoir été de tenir un rassemblement permanent devant le musée Lénine pour demander sa préservation. Certains des courants conservateurs flirtent aussi avec le chauvinisme grand-russe, ainsi le

Parti libéral-démocratique populiste de droite, dirigé par Sirinovski, prétend avoir accueilli un nombre considérable de militants droitiers déçus du PCUS (24).

Les néostaliniens de la Plate-Forme bolchevique du PCUS (fondée à la mi-juillet 1991) et de la société Unité, toutes deux dirigées par Nina Andreeva, ont convoqué un congrès à la fin de l'année, pour « revoir les décisions prises par le 20e Congrès du PCUS, en refaisant un 20e Congrès » et créer un « parti vraiment bolchevique » (25) ! Un autre courant conservateur, l'Initiative communiste (ancien Congrès pour l'initiative de Léningrad), bénéficie sans doute d'un appui plus large que les troupes de Nina Andreeva, mais il est loin des « 4 millions de communistes » qu'il prétendait représenter lors de son IIe Congrès, en juin 1991 ; il a aussi annoncé la fondation d'un nouveau parti se présentant comme le successeur du PCUS : « A la fin novembre, ils ont prévu de tenir un congrès de fondation du nouveau parti. Ses buts fondamen-

20) *Nezavissimaïa Gazeta*, 24 octobre 1991. La majorité des députés du Soviet suprême russe (dont Boris Eltsine) étaient membres du PCUS quand ils ont été élus, en mars 1990. La conclusion logique de l'interdiction du Parti serait alors la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections.

21) *Pravda*, 3 octobre 1991.

22) Ces chiffres ont été donnés lors d'un rapport oral de la commission des mandats, 26 octobre 1991.

23) Dans la plupart des républiques non russes, des partis créés à partir du PCUS et des partis communistes républicains ont aussi été formés. Début septembre, l'ancien PC du Kazakhstan a été rebaptisé Parti socialiste du Kazakhstan, alors que Nursultan Nazarbaïev démissionnait de son poste de pre-

mier secrétaire. Les 26 et 27 octobre, un Parti socialiste d'Ukraine, comprenant des parties de l'ancien PC d'Ukraine, a été créé lors d'un congrès à Kiev. Selon la *Pravda* du 28 octobre 1991 : « Le fondement idéologique du Parti repose sur le socialisme scientifique. Le Parti socialiste d'Ukraine veut reprendre toutes les expériences enrichissantes du PCUS et du PC d'Ukraine, de l'héritage spirituel du peuple ukrainien et de la pensée internationale social-démocrate. »

24) La montée du mécontentement et du chauvinisme a été illustrée par le fait que, lors de l'élection présidentielle de Russie, en juin 1991, Sirinovski a réussi à obtenir la troisième position (après Eltsine et Rijkov) avec sa rhétorique chauvine de droite.

25) *Kommersant*, 16 septembre 1991.

taux semblent être la lutte contre "la montée contre-révolutionnaire" et la reconstruction d'un système socialiste en URSS — envisageant la suprématie de la propriété publique des moyens de production, la coexistence de mécanismes de planification et de marché dans l'économie, le pouvoir aux soviets organisés sur la base de la production, et le maintien de l'Union sous forme de fédération.

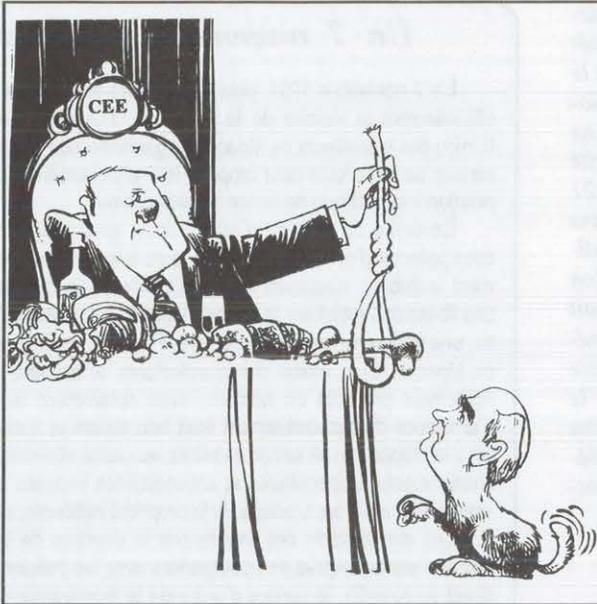
» Cependant, en pratique, cette organisation soutient toutes les initiatives favorables à un retour au "socialisme", identifié avec l'ancien système, ou à tout acte visant à la reconstruction de l'ancien régime bureaucratique. Des importants éléments de la politique concrète de l'Initiative communiste sont : le soutien inconditionnel des dirigeants, clairement partisans de la politique de la "main de fer" (le général Makachov et d'autres) et la défense de l'unité de l'URSS — par tous les moyens, y compris des méthodes violentes. Cette organisation s'illustre aussi par un antisémitisme avoué et par une tendance à s'allier à des organisations néostalinienne et chauvines. Après le coup de force, l'Initiative communiste n'a pratiquement pas revu ses positions » (26).

La Plate-Forme marxiste fait des petits

Le coup d'août 1991 et ses conséquences ont accéléré l'éclatement inévitable de la Plate-Forme marxiste. Trois tendances différentes sont sorties de ce regroupement — deux d'entre elles ont déclaré leur intention de fonder de nouveaux partis communistes, alors que la troisième (l'aile gauche) a soutenu le projet de Parti du travail (27).

« La première tendance, dirigée par Alek Prigarine, a appelé à la formation d'un comité d'organisation pour un nouveau parti communiste — l'Union des communistes. Les conceptions programmatiques de base de ce comité d'organisation sont proches des idées de l'Initiative communiste, mais avec certaines "circonstances atténuantes" — c'est-à-dire sans chauvinisme ni néostalinisme. Cependant, au sein de ce groupe, persiste l'idée de "refonder" le socialisme en utilisant des méthodes bureaucratiques. Cela différencie fondamentalement les partisans de Prigarine des autres courants.

» La seconde tendance qui a émergé de la Plate-Forme marxiste est dirigée par Anatoli Kroutchkov. Elle appelle aussi à la formation d'un comité d'organisation pour un nouveau parti commu-



niste — le Parti des communistes. Son principe fondateur est qu'une option socialiste viable et une perspective communiste présupposent le développement de la démocratie (le pouvoir du peuple) dans l'économie, la politique, et les relations nationales.

» La troisième tendance, dirigée par Alexandre Bouzgaline et Andreï Kolganov, soutient l'Initiative pour un parti du travail. Nous nous retirons du conseil de coordination de la Plate-Forme marxiste, parce que le mouvement s'est, en réalité, beaucoup éloigné de ses conceptions programmatiques initiales et s'est transformé en une des forces néoconservatrices du pays, surtout en ce qui concerne l'importante question des relations entre les nations. Bien que nous appuyons fondamentalement les conceptions programmatiques du groupe de Kroutchkov, nous pensons que la formation d'un nouveau parti communiste — qui, de plus, se poserait en successeur du PCUS (une telle idée apparaît dans les déclarations du groupe de Kroutchkov) — conduirait à la formation d'un groupe fermé et sectaire, isolé du mouvement de masse socialiste, malgré les intentions louables de ses initiateurs. A cause de cela, nous avons commencé à organiser le groupe d'initiative des communistes favorables à un parti du travail » (28).

Avec le décret du 6 novembre, qui interdit le Parti communiste en Russie, Eltsine a essayé de résoudre l'imbricatio juridique concernant les propriétés du PCUS, tout en espérant se débarrasser d'un pôle potentiel d'opposition. Mais, étant donné le degré de chaos économique, ainsi que la perplexité et la division évidentes au sein du camp libéral, il pourrait bientôt être confronté à des défis bien plus sérieux — comme l'ont indiqué la manifes-

tation des syndicats du 23 octobre et la petite, mais significative, manifestation du 7 novembre (voir encadré en page 8).

La peur des libéraux

Un journal libéral a rapporté avec inquiétude certaines des demandes de l'un des groupes issus du PCUS : « Ils demandent au pouvoir de garantir le droit au travail, le droit de se battre, la protection contre le chômage, des soins médicaux gratuits, des informations fiables, et le droit de voyager librement. A côté de cela, le document contient aussi certaines opinions programmatiques nouvelles qui — selon les orthodoxes — sauveraient le pays à la fois du capitalisme et de la stagnation : le contrôle ouvrier, la réintroduction de la planification dans l'économie, des mesures drastiques contre l'inflation » (29). Les partisans d'Eltsine risquent d'être confrontés de plus en plus souvent à ce type de revendications.

Dans cette conjoncture, il serait précipité de prévoir lesquels des nombreux groupes et partis qui émergent aujourd'hui des ruines du PCUS gagneront un certain écho — en dépit de la faillite politique du PCUS. Cependant, la construction d'un mouvement large, vraiment démocratique, et socialiste passera certainement par un renouveau des luttes et des mouvements sociaux et surtout du mouvement ouvrier dans les républiques de l'ancienne Union. ★

12 novembre 1991

Les dessins qui illustrent cet article sont extraits de *Klassekampen*, quotidien de gauche norvégien.

26) Alexandre Bouzgaline et Andreï Kolganov, "La structure des forces de gauche en URSS après le putsch d'août", article non publié, Moscou, octobre 1991. Le général Makachov est un gros bonnet conservateur, ancien commandant du district militaire de la Volga et de l'Oural, qui s'est présenté à l'élection présidentielle de Russie au printemps 1991, recueillant environ 4 % des voix.

27) Voir *Inprecor* n° 338 du 11 octobre 1991.

28) Alexandre Bouzgaline et Andreï Kolganov, *ibidem*.

29) *Nezavissimaja Gazeta*, 24 octobre 1991.

La bourgeoisie va-t-en guerre

La guerre serbo-croate ne semble pas devoir s'arrêter ; de nombreux observateurs ont tendance à prévoir son extension, dans un premier temps à l'intérieur de l'ensemble du territoire de la Yougoslavie, et ensuite au-delà même de ses frontières (1).

Les signes d'une telle éventualité se manifestent déjà dans le Sud-Ouest de la Grèce, au cœur des Balkans. Comme ce fut le cas il y a 80 ans, la question macédonienne risque fort d'en être le détonateur, menaçant du même coup de provoquer des conflits — même armés — qui pourraient nous ramener un siècle en arrière (2).

Nikos CHAMPI



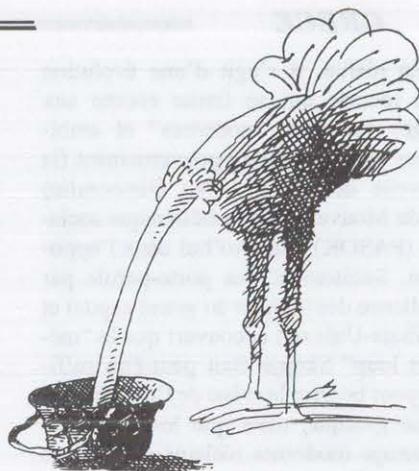
TOUT cela dépend pour beaucoup, de l'évolution de la guerre d'agression que le régime de Belgrade mène contre la Croatie. Si les troupes de Slobodan Milosevic parviennent à briser la résistance croate et à incorporer dans leur « *Serbie de tous les Serbes* » les régions de Krajina, de Bajina et de Slavonie, alors rien ne pourra arrêter l'appétit féroce des Grands Serbes. Le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine (3), la Vojvodine, le Monténégro et la Macédoine suivront et seront incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la nouvelle "Yougoslavie", qui ne sera rien d'autre qu'un mini-empire grand-serbe.

Cependant, même si les forces armées de Belgrade ne parviennent pas à réaliser leur projet, il sera très difficile d'éviter l'escalade et l'extension de la guerre. En effet, les Musulmans bosniaques ainsi que la majorité de la population de la Macédoine yougoslave, ou même les Albanais du Kosovo, n'attendent pas les bras croisés, seuls, la machine militaire serbe. D'autant plus que l'évolution de la guerre, durant ces dernières semaines, démontre à quel point la conviction de certains selon laquelle la guerre ne serait menée du côté serbe que pour... protéger les 600 000 Serbes de Croatie est illusoire.

L'agression contre la population albanaise du Kosovo a déjà commencé il y a trois ans (4), c'est-à-dire bien avant celle contre la Croatie. Quant à la Bosnie-

Herzégovine et à la république de Macédoine, Milosevic et ses acolytes — ainsi que la plupart des partis oppositionnels serbes — ne cachent plus depuis longtemps leur intention de les transformer en simples provinces serbes. Si on ajoute à cela que l'écrasante majorité des populations menacées s'est déjà prononcée par référendum (clandestinement, dans le cas des Albanais du Kosovo) en faveur de l'indépendance, on peut alors aisément prévoir que les plans de Belgrade rencontreront une résistance acharnée. En d'autres termes, on risque d'assister bientôt au déclenchement non pas d'une mais de plusieurs guerres en Yougoslavie.

Toutes ces hypothèses semblent être déjà prises très au sérieux par les gouvernements des pays voisins. Le gouvernement grec, par exemple, après une période de flottement, oriente désormais ses actions vers l'établissement de rapports très étroits avec Belgrade pour tenter de prendre "en sandwich" la jeune république de la Macédoine yougoslave. Et il n'est pas à exclure que Milosevic ait déjà promis quelque chose (par exemple, la région de Monastir, comme le laissent entendre certains journaux d'Athènes) à condition, évidemment, que la Grèce accepte de fermer les yeux devant les faits accomplis de Belgrade. On serait d'ailleurs d'autant plus disposé à croire à ces marchandages honteux, que Milosevic vient de signer un "protocole d'entente" avec le secrétaire des néofascistes italiens du Mouvement social italien (MSI), qui verrait plutôt d'un bon œil la cession à l'Italie de la péninsule d'Istrie, divisée entre la Slovénie et la Croatie (5). Les "patriotes" de Belgrade ne reculent devant rien, y compris les pires trahisons na-



tionales, à condition évidemment qu'elles rendent plus vulnérables leurs ennemis : la Croatie aujourd'hui, la Macédoine demain. A vrai dire, Athènes continue à crier haut et fort que non seulement elle ne menace pas le régime de Skopje, la capitale de la Macédoine yougoslave, mais qu'elle est menacée par ce dernier.

Le prétexte macédonien

En effet, cela pourrait correspondre à la réalité de la propagande grecque d'il y a encore quelques mois, quand presque tous les partis grecs (de la droite jusqu'aux socialistes et aux communistes) s'époumonaient pour crier au loup à chaque fois que les mots "Macédoine" ou "Macédonien" étaient utilisés par le gouvernement de Skopje. Et c'était vrai qu'au moins une partie de la classe politique de Skopje avec — parfois — l'accord tacite de Belgrade, jetait de l'huile sur le feu en parlant et en manifestant en faveur d'une "Grande Macédoine" qui engloberait la partie limitrophe de la Bulgarie et surtout le tiers de la Macédoine grecque, la Salonique incluse.

Pourtant, à force de répéter depuis des décennies que les Slaves n'ont rien d'autre en tête que de "descendre" finalement à la mer Egée, la bourgeoisie grecque a mis du temps pour comprendre ce qui se passait réellement de l'autre côté de la frontière, en Yougoslavie. Quand elle s'est finalement aperçue que le régime de Belgrade avait tout intérêt à pactiser avec la Grèce, plutôt que d'encourager les (hypothétiques ou pas) revendications territoriales de Skopje, Athènes a alors commencé à changer de ton.

1) Voir *Inprecor* n° 336, 337 et 338 des 13 septembre, 27 septembre et 11 octobre 1991.

2) Le 28 novembre 1912, éclatait la première guerre des Balkans. La Bulgarie, la Serbie et la Grèce déclarèrent la guerre à la Turquie. La Serbie fut écrasée à la bataille de Monastir et les Grecs prirent Janina.

3) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

4) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

5) *Il Manifesto*, 17 septembre 1991.

En réalité, il s'agit d'une évolution toute récente qui se limite encore aux franges les plus "modernes" et ambitieuses tant du parti au gouvernement (la Nouvelle démocratie, *Nea Dimocratia*) que du Mouvement pan-hellénique socialiste (PASOK), aujourd'hui dans l'opposition. Subitement, les porte-parole par excellence des intérêts du grand capital et des Etats-Unis ont découvert que le "méchant loup" Skopje était peut-être suffisant pour bourrer le crâne de l'opinion publique grecque, mais que les exigences des temps modernes réclamaient plus de "réalisme".

Ce "réalisme" pourrait signifier deux choses : soit la formation d'un axe solide avec le régime de Belgrade, en vue d'un éventuel démembrement de la Macédoine yougoslave ; soit l'acceptation de l'indépendance de cette dernière pour pouvoir exploiter à fond ses richesses. Dans les deux cas, l'accent est mis sur le fait que la petite et pauvre "République de Macédoine" serait trop fragile pour pouvoir résister.

Quoi qu'il en soit, le fait est que ce changement d'optique fait son chemin et que la position officielle grecque devient de plus en plus "agressive". C'est ainsi que le gouvernement du Premier ministre, Constantin Mitsotakis, appuyé pour une fois par toute l'opposition, a tenté, en septembre 1991, de convoquer à Athènes une mini-conférence au sommet des pays balkaniques en vue d'examiner non pas la guerre serbo-croate, mais la question du "régime de Skopje" (6). Au début, il ne s'agissait que d'inviter à Athènes Slobodan Milosevic et le président bulgare Jelev, qui est un peu l'enfant spirituel de Mistotakis (les cadres du parti de Jelev ont été formés dans les locaux de *Nea Dimocratia* et ses campagnes électorales ont

été financées par les fonds secrets de ce même parti grec).

Pourtant, à l'annonce de la convocation de la conférence, les autres gouvernements balkaniques ont commencé à manifester leur intérêt, ou leur émoi. C'est ainsi qu'à la liste originale des participants a été ajouté bientôt le nom du Premier ministre roumain de l'époque, Petre Roman. Pour les nouveaux dirigeants de Skopje, l'affaire était très claire : la conférence n'aurait qu'un seul but, la "conspiration" contre leur jeune république — en principe — indépendante.

Les rêves balkaniques de la Grèce

Indépendamment du refus final de la Bulgarie d'y participer, en raison du très fort sentiment pro-macédonien qui existe dans ce pays, fortement attisé quelques semaines avant les élections générales, il est incontestable que cette conférence n'a finalement jamais eu lieu en raison des pressions extraordinaires de Rome et de Bonn. Le coup fatal a été donné par le ministre italien des Affaires étrangères, Gianni de Michelis, qui, appuyé par son collègue allemand, Hans Dietrich Genscher, a d'abord fustigé la Grèce pour avoir ignoré ses avertissements, avant de la prévenir de laisser les grandes manœuvres dans les Balkans à des puissances comme l'Italie et l'Allemagne ! Et pour être très clair, de Michelis a ajouté que la Macédoine yougoslave se considère... la protégée de l'Italie.

Evidemment, Mitsotakis a obéi, bien que le grand journal pro-gouvernemental n'ait pas hésité à titrer sur huit colonnes le lendemain : *De Michelis — le nouveau Mussolini*. A leur grand effroi, les dirigeants grecs ont découvert qu'ils n'étaient pas seulement menacés par les Turcs, mais que maintenant il y avait aussi leurs alliés les plus chers, leurs partenaires de l'OTAN et du Marché commun.

Peut-on alors conclure que toutes les ambitions balkaniques d'Athènes se sont écroulées définitivement dans une humiliation magistrale ? Pas du tout. Le Premier ministre et son clan ont peut-être eu peur du spectre de l'isolement international à un moment si délicat pour leur survie politique. Mais grand nombre de

dirigeants du parti au gouvernement, alliés à une tendance substantielle de la direction du PASOK, continuent de persister et d'avancer vers la création de fait d'une sorte de "parti transversal" qui n'a pas honte de parler des "occasions historiques" qui se présentent à une nation une ou deux fois par siècle.

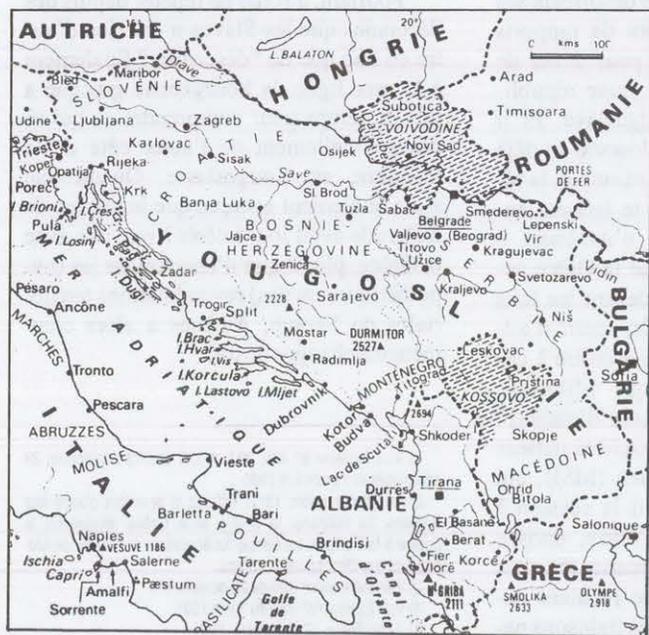
Le message est clair. Au nom du nationalisme le plus borné, une tendance de la classe politique grecque, appuyée par les porte-parole du grand capital, est disposée y compris à tenter l'aventure guerrière pour pouvoir « profiter des occasions historiques ». Cette propension à l'aventurisme pourrait prêter à rire si elle ne se manifestait pas à une période assez propice à de tels "sauts dans le vide".

La carte du chauvinisme

En effet, bien que sans pouvoir disposer de la moindre alternative politique, la société grecque est en plein ébullition. Malgré les sacrifices extraordinaires des travailleurs, l'économie s'enfonce de plus en plus dans le gouffre. En même temps, la cohésion du gouvernement et de sa (mince) majorité parlementaire est menacée, tandis que la popularité du Premier ministre est au plus bas.

Quoi de plus tentant alors qu'une aventure hors des frontières du pays ? A vrai dire, ce ne sera pas la première fois que les dirigeants grecs seraient tentés par une telle solution à leurs problèmes. D'autant plus qu'actuellement c'est plutôt l'opposition socialiste, et même communiste, qui pousse à l'affrontement baptisant pêle-mêle « agents des Américains » tant les dirigeants de Skopje que les leaders des minorités nationales en Grèce.

Ce n'est donc pas un hasard si le boucher de Belgrade a tant d'admirateurs à Athènes. Et nous pouvons craindre qu'un bain de sang au Kosovo et en Macédoine provoqué par l'armée serbe, soit accueilli avec des cris de joie "anti-impérialistes" par la gauche grecque, qui est en train de perdre complètement la boussole. Cependant, le second souffle que ce chauvinisme exacerbé pourrait offrir au gouvernement et à tous les démagogues risquerait d'être de très courte durée. Derrière les éventuelles aventures des super-patriotes grecs se profilent déjà des lendemains qui déchantent. D'ailleurs, s'allier aujourd'hui à Milosevic ne garantit absolument rien. Victime de sa propre propa-



6) Au lendemain du référendum sur l'indépendance de la Macédoine yougoslave, le Premier ministre grec s'est empressé de déclarer que la Grèce ne reconnaîtrait jamais cet Etat qui usurpe le nom de Macédoine. Ce qui ne pourrait se traduire que par la fermeture des frontières communes, par lesquelles transite la plus grande partie des exportations grecques vers l'Europe occidentale !

propagande à usage interne, la classe dirigeante grecque risque maintenant de se voir isolée même parmi ses partenaires européens et atlantiques. Au temps du nouveau désordre mondial qui voit les Balkans s'embraser ce n'est pas le dernier des paradoxes...

Ces tentatives expansionnistes d'Athènes sont d'ailleurs d'autant plus fortes qu'il ne s'agit pas seulement de Skopje. En Albanie aussi, il existe une forte minorité nationale grecque. Mais dans ce cas, le gouvernement grec, qui a cru pendant un instant qu'il pourrait transformer au moins le sud albanais en une espèce de "chasse gardée" grecque, vient de trouver face à lui l'Italie, qui ne cache pas ses droits historiques sur ce pays (7) !

C'est ainsi que la fraction la plus "réaliste" de la classe dominante grecque, tout en soulignant le rôle "stabilisateur" de la Grèce dans la péninsule balkanique (la Grèce est le seul pays des Balkans qui soit membre de la Communauté économique européenne — CEE — et de l'OTAN), semble vouloir freiner maintenant des ambitions qu'elle considère disproportionnées face aux possibilités réelles du pays. Ce qui ne veut pas dire qu'elle abandonne définitivement son rôle de "protectrice" des nouveaux régimes à Sofia ou à Tirana.

Tout compte fait, la bourgeoisie grecque tire lentement, mais sûrement, les leçons des divisions que provoque la guerre yougoslave au sein de la CEE.

Et ce n'est pas un hasard si Athènes a tendance à s'aligner de plus en plus sur les positions britanniques, qui ont le mérite de contrecarrer l'axe Rome-Bonn. Mais attention : par les temps qui courent, l'autonomisation, même relative, de petits pays comme la Grèce ne fait que suivre la tendance générale. Jouer les parents pauvres des grands de la CEE n'est pas très alléchant en cette période de grand festin sur la dépouille du "socialisme réellement existant". ★

Athènes, octobre 1991

Une guerre d'un autre âge

La chute de Vukovar entièrement en ruines (ancienne ville de 50 000 habitants, dont 43 % de Croates, 37 % de Serbes et 20 % d'Hongrois et autres), deux jours après que ses assiégeants aient solennellement signé un accord de cessez-le-feu de plus à l'initiative de Lord Carrington, se dresse comme un monument à l'inefficacité (ou à la complicité cynique) de la réponse internationale à la transformation de la crise yougoslave en guerre et en barbarie.

Quintin HOARE
Branka MAGAS



SI PRESQUE tout le monde aujourd'hui — à l'intérieur et à l'extérieur du pays — a proclamé que la vieille Yougoslavie était morte pour de bon, la suite logique de non-reconnaissance n'est pas venue, provoquant confusion et inaction. Les politiques sont encore dessinées comme si le pays continuait à exister ; les huit anciennes entités fédérales, qui seraient les seules à pouvoir former la base d'un nouvel ordre dans la région, n'existent qu'à l'état de fantômes — alors que la guerre de conquête de l'armée et du régime de Slobodan Milosevic continue.

Le meilleur antidote aux erreurs quant à cette guerre — sur qui la mène, contre qui et pourquoi — est la lecture des opinions de l'opposition antiguerre en Serbie et des Serbes qui vivent à l'extérieur de cette république (1). A un moment où leur sécurité physique est quotidiennement mise en cause, ces gens courageux ne prennent pas de gants pour dénoncer l'idée chère à de nombreux journalistes occidentaux selon laquelle il s'agirait d'une guerre entre Serbes et Croates. Ce sont d'ailleurs eux qui ont décrit avec le plus d'éloquence l'horreur et la honte de la guerre menée par l'ancienne armée yougoslave et le régime de Milosevic contre les intérêts historiques, et, de plus en plus aussi, contre l'intégrité physique, de tous les peuples de ce qu'on appelait la Yougoslavie — dont, bien sûr, le peuple serbe.

Comme l'a déclaré Bogdan Bogdanovic, ancien maire de Belgrade et l'un des plus courageux opposants à Milosevic (2) : « Nous sommes confrontés à une

guerre qui n'a aucun but du point de vue serbe. Les Croates se défendent, leur but est clair. »

Quant à Vesna Pesic, sociologue de Belgrade et militant antiguerre, il souligne : « Cette guerre est portée sur le territoire croate et sa conclusion devient donc récurrente : la Croatie, dans une telle situation, mène une guerre défensive. De part l'éparpillement des Serbes, leur programme national ne devrait pas être offensif, mais devrait se baser sur une diplomatie juste, sur la tolérance et l'ouverture. Mais en Serbie, durant les quatre dernières années, c'est exactement la politique inverse qui a été suivie, hâtant l'effondrement de la Yougoslavie. »

Le silence des intellectuels

Milan Kangrga, vieux professeur serbe de philosophie de l'université de Zagreb et membre fondateur de Praxis en parle ainsi : « Même lors des périodes les plus dures de la répression stalinienne, nous réussissions à trouver les moyens de faire entendre notre voix contre toutes les tyrannies et le despotisme. Je ne crois pas que [les intellectuels serbes] ne sachent pas ou ne veuillent pas savoir ce que l'armée yougoslave et les Tchetniks sont en train de faire en Croatie — des crimes de guerre contre la population civile et contre l'héritage culturel d'une nation. Il faut s'élever contre cela, tout comme nous l'avons fait contre la guerre du Vietnam, ou contre l'apartheid en Afrique du Sud. La Croatie est occupée. Elle sera détruite dans une large mesure. Il y aura de nombreuses pertes humaines. Mais une guerre générale de libération de la Croatie s'y développera. Cette guerre sera gagnée et la Croatie sera libérée. »

7) Voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.

1) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.
2) Voir *Inprecor* n° 338 du 11 octobre 1991.

Stevan Dedijer, Serbe de Bosnie, communiste d'avant-guerre et frère du dernier biographe de Tito, ne voyait pas les choses autrement en septembre 1991 : « Des centaines, voire des milliers, de Serbes de Croatie partisans de la paix meurent, alors que leurs villages et leurs villes sont détruits par l'armée yougoslave pro-Milosevic. J'ai vu de mes yeux comment les avions, les tanks et l'artillerie lourde pilonnent la Croatie, alors que la population s'y oppose avec des armes légères. J'ai l'impression d'être un Allemand anti-nazi lors de la guerre contre Hitler : chaque avion abattu, chaque tank détruit représente une victoire identique pour les Croates, pour les Serbes et pour tous les autres peuples de Yougoslavie. »

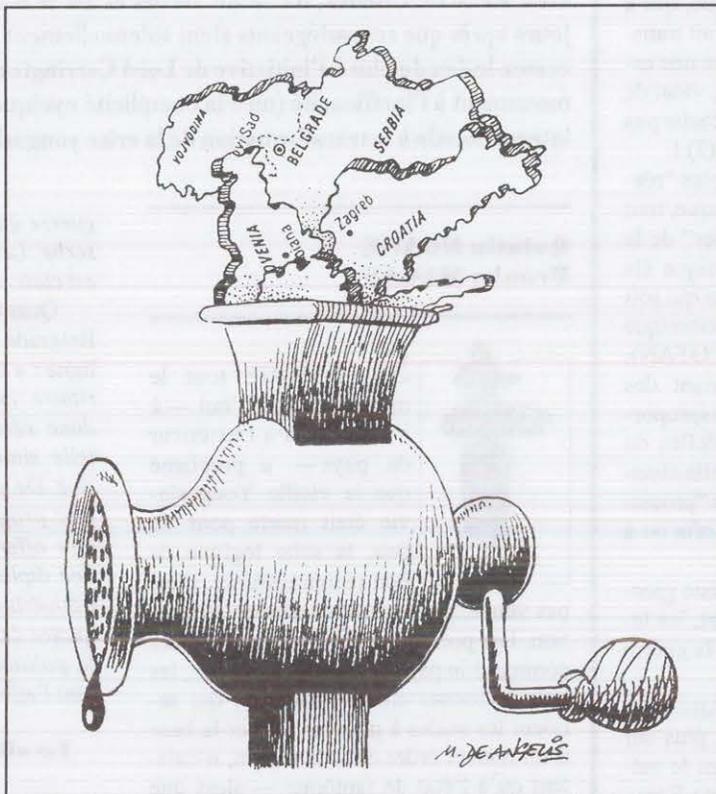
Une armée qui s'anéantit

Mirko Kovac, l'un des plus célèbres romanciers serbes, fondateur de la nouvelle Association des écrivains indépendants de Belgrade, a déclaré, lors d'une récente interview : « Cette guerre ressemble dramatiquement à ses stratèges : elle est chaotique, haineuse et destructrice. Car une armée qui dévaste des villages — qu'ils soient croates ou serbes — se détruit avant tout elle-même. Une armée qui anéantit des villes, des monuments et un patrimoine culturel brise à jamais tous les liens entre nos peuples. C'est un type de guerre étrange, à l'ottomane : elle rase tout sur son passage, pille et sème la terreur. Elle sort directement du XVIe siècle ! »

Vreme, l'hebdomadaire indépendant de Belgrade, qui est la seule voix qui garde raison dans la fièvre guerrière de cette ville, fournit le meilleur suivi de cette guerre de dévastation. Le 11 novembre 1991, il citait Tanja Ivancevic, un réfugié serbe de 15 ans de Slavonie occidentale, estafette de l'armée : « Nous ne savons pas où aller, ni même si on peut envisager un retour. Là-bas, il ne reste rien à libérer. Tout a été brûlé, détruit. En fait, je ne sais pas pourquoi nous luttons ni pourquoi mes amis sont morts. » Dans le même numéro, l'un des journalistes a écrit : « Vukovar restera comme une tâche d'ombre dans la mémoire collective de dizaines de milliers d'hommes qui y ont risqué leur vie, sans savoir pourquoi. Cela servira d'avertissement sur le fait que les guerres livrées sans consensus na-

tional, sans but clair ou sans justification morale ne peuvent pas être facilement gagnées. »

Dans le numéro précédent, un autre journaliste avait pris position : « Si quelqu'un a gagné quelque chose dans cette guerre, ce ne sont pas les populations de Krajina, de Slovénie ou de Konavloje. Les vainqueurs sont des brigands, des pillards, des voleurs et des hyènes. Les "volontaires", selon le témoignage des réservistes, des officiers et des habitants, s'in-



téressent avant tout au pillage des villages conquis et au transport du butin en camions vers Belgrade, qui a été inondée de produits volés. Environ 200 000 personnes ont quitté la zone de guerre, abandonnant la Slavonie à l'armée et à la mort. Ces Serbes comme ces Croates ne sont pas de simples réfugiés, ce sont des gens dépossédés. Leurs maisons ont été détruites, leur bétail tué ou volé, leurs outils agricoles et tous leurs biens ont disparu. A en juger par ce qu'ont vécu les Croates en Slavonie et dans la Krajina, leur destin à Dubrovnik s'annonce très noir — mais, si cela peut leur servir de réconfort, il ne semble pas meilleur pour les gens des villages "libérés", qu'ils soient Croates ou Serbe. D'après ce qui s'est déroulé jusqu'à présent, les "territoires libérés" connaissent un semblant de vie : la sécurité et la prospérité sont remplacées par la "liberté" sous la botte et la "dignité" de se nourrir de racines. »

Le dernier mot pourrait revenir aux professeurs Vojkan Jaksic et Kay Magard de Toronto, dont la lettre a été pu-

bliée par Vreme du 23 septembre 1991 : « [Nous sommes respectivement] Serbe et Allemand, amis intimes et collègues ; quinze proches parents sont morts lors des deux guerres mondiales — sur des fronts opposés, bien sûr. [Notre lettre est] conçue comme une réponse à tous ceux qui s'empressent d'apposer l'étiquette "Quatrième Reich" et "néofascisme" aux habitants du monde civilisé qui protestent contre l'agression de la Croatie. (...) La Serbie a autant besoin de l'aide du monde que l'Allemagne avant 1933. L'ennemi des Serbes est la direction démocratiquement élue de Serbie, des gens pour qui la guerre et la propagande constituent les seuls moyens de garder le pouvoir. Nous ne devons jamais oublier le passé, mais il nous faudrait en tirer des leçons, et non en faire une répétition. »

Haro sur les pacifistes

Durant ces dernières semaines, des militants antiguerre serbes, tels Nenad Canak et Pavlusko Imsirovic, ont été roués de coups par la garde prétorienne du régime ; Canak a été arrêté et envoyé sur le front ; le centre antiguerre de Belgrade a été entièrement saccagé ; et une atmosphère de lynchage est alimentée contre les militants pacifistes de Vojvodine, surtout contre les Hongrois et d'autres populations

minoritaires. Les responsables de cela ne sont pas uniquement des brutes sans éducation ou des journalistes stipendiés, mais, comme l'a souligné Bogdanovic, les « vieillards » de l'Académie serbe — des hommes comme le romancier Dobrica Cosic ou l'ancien rédacteur de Praxis, Liuba Tadic

Prendre position dans cette guerre, ce n'est pas simplement se ranger aux côtés d'une république — la Croatie — actuellement victime de l'agression, ou du Kosovo et de la Slovénie, anciennes victimes, ou encore de la Bosnie-Herzégovine, la prochaine sur la "liste noire" (3), c'est aussi s'engager au côté de l'opposition antiguerre de Serbie et de tout espoir d'un futur ordre démocratique dans cette région qui s'est, par deux fois, appelée Yougoslavie. ★

20 novembre 1991

3) Voir Inprecor n° 339 du 25 octobre 1991.

Le virus de Senta

Cet article, extrait de *Vreme* du 11 novembre 1991, illustre les difficultés concrètes du mouvement antiguerre en Vojvodine (1).

DOCUMENT



LE 5 novembre, la mobilisation d'une unité de défense territoriale à Senta a provoqué une rébellion de masse spontanée, non seulement des réservistes et de leurs familles, mais aussi d'autres citoyens de

cette petite ville de la région de Backa. Cela n'aurait pas dû constituer une surprise, car la Backa — comme la Vojvodine dans son ensemble — porte un fardeau démesuré dans cette guerre. Les citoyens de Vojvodine se plaignent aussi du fait que leur province est aujourd'hui dirigée par des habitants du Monténégro et d'Herzégovine, qui font carrière en offrant la population de Vojvodine comme chair à canon à leur leader Milosevic. Des tensions supplémentaires sont causées par les réfugiés de Slavonie et leurs prétendus privilèges. Ainsi, l'"union" de la Vojvodine à la Serbie provoque un mécontentement croissant, surtout à cause de la proposition de réorganisation du territoire [visant à rompre l'unité de la province].

La population de Senta a demandé la tenue d'une session extraordinaire de l'assemblée municipale. Celle-ci a adopté à la majorité la décision d'organiser un référendum sur trois questions :

- Soutenez-vous la guerre ?
- Etes-vous d'accord pour que vos concitoyens y participent ?
- Pensez-vous que les citoyens mobilisés de force — qui se retrouvent sur le front et dans des centres d'entraînement contre leur gré — devraient rentrer immédiatement chez eux ?

Le lendemain, le quotidien de Novi Sad, *Dnevnik*, dans un article titré "Canak fait des siennes", écrivait : « Il n'est pas difficile de prévoir le résultat du référendum auquel tient tant Canak, étant donné l'échec de la mobilisation de l'unité de dé-

fense territoriale et le fait que 80 % des citoyens de Senta sont Hongrois. » Ainsi, le référendum n'est plus une décision de l'assemblée de Senta et de ses citoyens mais un complot de Nenad Canak, président de la Ligue social-démocrate de Vojvodine ! Cette "explication" politique du sentiment antiguerre a transformé Canak en ennemi public n° 1.

Cependant le virus de la rébellion antiguerre s'est rapidement propagé de Senta à Ada, où un millier de citoyens se sont rassemblés le 7 novembre pour écouter plusieurs militants antiguerre hongrois et serbes. « Nous ne voulons pas que la mort remplace la vie » a déclaré Ferenc Pap de Novi Sad.

Répression et calomnies

Pendant ce temps, les autorités se sont aussi organisées. Quand une délégation de Senta a essayé de se rendre à Temerin, un important groupe de policiers lourdement armés lui a barré la route. Le doigt sur la gâchette, les policiers ont forcé les autocars à faire demi-tour sans aucune explication, certains d'entre eux hurlant : « Continuez jusqu'à la frontière hongroise ! »

Dnevnik a alors commencé à qualifier les réunion pacifistes de "non serbes", et à exploiter leur soutien par l'Union démocratique des Hongrois de Vojvodine et l'Union démocratique des Croates de Vojvodine. La campagne contre les militants pacifistes a suivi le schéma désormais habituel. Canak, choisi comme principal coupable et bouc émissaire, a été décrit comme « l'aile avancée des hordes fascistes croates » dans une déclaration du 7 novembre de la branche régionale du Parti socialiste de Serbie [de Milosevic]. Ce texte appelait implicitement à l'arrestation et au lynchage en soulignant : « Par leurs actions, Canak et ceux qui pensent comme lui se rangent ouvertement aux côtés des politiciens oustachis profascistes de la direction croate. » Priés instamment d'agir à plusieurs reprises, les "organes d'Etat" sont finalement passés à l'action : dans la nuit du 7 au 8 novembre, Canak a été arrêté à Novi Sad et emmené dans un commissariat de police pour interrogatoire. Là, il a été

livré à la police militaire, qui lui a appris qu'il était mobilisé.

La presse du régime a fait tout son possible pour traîner dans la boue Canak et les militants pacifistes de Senta et des autres villes de Vojvodine, jouant dans le même temps la carte de la haine nationale. Le mouvement pacifiste de Vojvodine a été décrit comme « la cinquième colonne en Serbie, ouvrant intentionnellement ou non la porte à l'humiliation et à la destruction de la nation serbe » ; « une fraude sale et vile suivant la vieille recette albanaise » ; « une émanation de l'esprit autonomiste digne de vampires » ; « un poignard dans le dos de la Serbie et de sa direction ».

Avant l'arrestation de Canak, la police militaire s'est rendue à la cellule de crise du mouvement de la paix, à Senta, et a arrêté deux militants. La veille, elle avait arrêté Janos Szabo, président de la cellule de crise, alors qu'il recevait des soins médicaux suite à une crise cardiaque. Le 8 novembre, la cellule de crise de Senta a publié une déclaration : « Les forces de guerre ont entamé une bataille décisive contre nos forces de paix. (...) La population consternée et épuisée de Senta continue à demander instamment la paix, alors que continue le recrutement forcé des jeunes hommes de la ville pour une guerre insensée et idiote. »

Les vétérans contre la guerre

Dans la Backa, les choses suivent leur cours. En revenant du front, des vétérans de Horgos ont créé une Organisation des vétérans de guerre et des citoyens pacifistes, qui a rapidement regroupé plusieurs centaines de membres et continue à se développer. Ses fondateurs parlent de leur amertume quant à la « guerre fratricide à laquelle nous ne voulons plus jamais participer », de la « grande tromperie des autorités militaires », et du fait qu'une victime sur cinq parmi les réservistes de Vojvodine est hongroise. La minorité hongroise est de plus en plus consciente et refuse de participer à une guerre entre Serbes et Croates. Le comité régional de Subotica de l'Union démocratique hongroise a déclaré que « les Hongrois ne doivent pas participer à une guerre entre nations slaves » et qu'un nombre chaque jour plus important de Hongrois fuient en Hongrie pour échapper à la mobilisation. L'Union démocratique croate est aussi contre la guerre. En Vojvodine, la situation est explosive et pourrait avoir des conséquences politiques imprévisibles. ★

Vreme, Belgrade
11 novembre 1991

La galère des femmes !



En 1989, l'Eglise catholique polonaise lançait une vaste campagne, demandant l'interdiction et la pénalisation de l'avortement (voir *Inprecor* n° 334 du 5 juillet 1991). En 1990, le Sénat polonais adoptait un projet de loi criminalisant l'avortement, qui devait être soumis à la Diète au printemps 1990, juste avant la visite du pape Jean-Paul II. Un cadeau en quelque sorte ? Malgré les vœux du secrétaire général de l'Union des nations de l'Europe chrétienne (UNEC), en mai 1990, espérant que « la Pologne [soit] le premier pays à lancer le processus de réinstauration des valeurs chrétiennes en Europe par l'abolition de l'avortement », la Diète polonaise a repoussé le vote d'une telle loi. Mais pour combien de temps encore ?

Les récentes déclarations du pape déclarant tour à tour que les préservatifs tuent l'amour et que l'avortement est un crime, montrent que la doctrine sociale de l'Eglise prépare le terrain d'un retour aux valeurs morales. Ainsi un peu partout en Europe, l'offensive des intégristes fait peser de graves menaces sur le libre choix des femmes — quant il existe !

En Europe de l'Est, aux Etats-Unis, en France, dans l'Etat espagnol, etc. mais aussi en Amérique latine, une vaste bataille s'est maintenant engagée contre les femmes, relayée et aidée en cela par les différents Etats et les politiques d'austérité des gouvernements.

En Allemagne, la réunification a bien failli achopper sur la question de l'avortement (voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990) ; le statu quo adopté pour deux ans ne constitue qu'une maigre victoire pour les femmes : deux législations pour un même territoire reconstruisant ni plus moins qu'un nouveau mur de la honte pour toutes celles qui sont obligées de "passer à l'Est" pour se faire avorter. En Hongrie et en Tchécoslovaquie, les droits des femmes sont eux aussi remis en cause (voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991). A l'heure où s'écroulent les régimes bureaucratiques, pourquoi la démocratie fait-elle preuve d'une telle obstination à maintenir ou à vouloir rejeter les femmes à l'âge de la terreur, terreur des grossesses non-désirées, des avortements clandestins avec le risque *in fine* d'en mourir — au Mexique, 780 000 femmes souffrent chaque année de complications graves à la suite d'avortements clandestins (voir article en p. 18).

Aux Etats-Unis, où les "Opérations sauvetage" ont déjà commencé depuis quelques années (voir article p. 16), la nomination d'un nouveau juge républicain à la Cour suprême ouvre la porte à une remise en cause au niveau fédéral du droit des femmes de choisir librement leur maternité — quatre Etats l'ont déjà interdit.

Ailleurs, certains pays n'ont toujours rien reconnu : en Irlande, l'avortement est déclaré anticonstitutionnel ; dans l'Etat espagnol, la loi ne le prévoit que dans certains cas dits de "force majeure" (viol, malformation du fœtus, etc.).

Bien sûr, il y a d'autres pays comme la France, où la lutte des femmes leur a permis de conquérir certains droits : mais qu'en est-il de leur application dans les faits ? Qui ose faire respecter la loi lorsqu'il faut défendre ces droits, y compris contre les intérêts des laboratoires et contre les pressions des groupes catholiques ou fascistes ? Certainement pas le gouvernement socialiste français empêtré dans ses propres contradictions (voir article ci-contre).

En France, aux Etats-Unis, en Pologne, la mobilisation des femmes, et le soutien international que d'autres femmes leur ont apporté a permis d'éviter parfois le pire. Mais il faudra sans doute plus encore construire un vrai rapport de forces qui donne enfin aux femmes le droit de décider elles mêmes, en toute liberté. ★

Sophie Massouri



Le droit de remis e

Depuis 1974, le remboursement de la contraception comme la possibilité de pratiquer une interruption jusqu'à la dixième semaine de grossesse, ne semble pas aller de soi : alors que près de 10 millions en utilisent une qui n'est pas remboursée. Malgré les promesses du Premier ministre en 1991, sur le prochain remboursement des déclarations de la secrétaire d'Etat déléguée à l'incurie du gouvernement et la recrudescence réactionnaires de tout poil sur le droit de choisir

Sophie M

EN EFFET, depuis 1984, un nombre croissant de nouvelles pilules ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale, tandis que certaines, plus anciennes, ne sont plus remboursées. Pourquoi ?

En fait, les laboratoires pharmaceutiques jouent sur l'ambiguïté de la loi, qui prétend que « la contraception doit être remboursée », sans donner à l'Etat les moyens de les contraindre à demander son remboursement. Ainsi, les pilules de la nouvelle génération, mieux dosées en œstrogènes (responsables d'effets secondaires pour les femmes, et notamment de maladies cardio-vasculaires) et qui utilisent des nouveaux progestatifs présentées comme moins nocives pour la santé des femmes, ne sont pas remboursées. Toutefois, cet argument mis en avant par les laboratoires pour en demander un prix exorbitant est controversé ; pour certains spécialistes rien ne prouve que les nouvelles pilules réduisent pour le moment ces "effets secondaires" dont la psychose a parfois conduit certaines femmes à se priver d'un moyen de contraception efficace et peu contraignant.

Pourquoi une telle politique de la part des laboratoires ? En France, le prix des médicaments non-remboursés est libre, contrairement à celui des médicaments remboursés, sont fixés et contrôlés par les pouvoirs publics. Or, depuis une dizaine d'années, il est clair que les fabricants préfèrent le déremboursement à un prix

le choisir n cause

contraception est un droit prévu par la loi, tout interruption volontaire de grossesse (IVG), dix-sept ans après, l'application de la loi ne 4 millions de femmes prennent la pilule, 2 t pas ou n'est plus remboursée. Edith Cresson à la fin du mois de novembre e deux pilules supplémentaires (1) et les a aux droits des femmes, Véronique Neiertz, e absence des activistes intégristes et des nt peser de graves menaces t la santé des femmes.

ASSOURI

qu'ils jugent trop faible. D'après leurs études, en effet, la consommation de contraceptifs ne semble pas dépendre de leur prise en charge ou non par la Sécurité sociale. Comment en serait-il autrement alors que la pilule est le premier moyen de contraception utilisé par les femmes (une femme sur trois prend la pilule) et que, face à la profusion des pilules disponibles, elles n'ont que très rarement les moyens d'imposer à leur médecin qu'il leur prescrive telle ou telle pilule, en fonction de leurs besoins et surtout du coût.

Le gouvernement sur la sellette

Que les laboratoires cherchent à faire un maximum de bénéfiques, quoi de plus naturel et on ne comprendrait pas pourquoi il en serait autrement sur la question de la contraception. Le plus grave, en somme, dans cette situation n'est pas tant la course aux profits poursuivie par les laboratoires, sous couvert de recherche et d'amélioration médicales des moyens contraceptifs, que l'inefficacité du gouvernement à faire appliquer un droit, *de facto* bafoué, sans recours légal possible.

Le fait est que le résultat d'un tel laisser-faire, est significatif de la voie poursuivie par la politique du gouvernement socialiste. Ainsi, dans le cas des centres d'information et de planification, qui sont souvent les seuls lieux d'information pour

les jeunes et pour une majorité de femmes, la politique de décentralisation, initiée depuis 1983, en transfère la gestion aux conseils régionaux, accentuant ainsi les disparités sociales, et les mettant à la merci d'une remise en cause partielle. Alors que leur mission est qualifiée de "responsabilité nationale", le gouvernement, sous prétexte de rentabilité et de décentralisation, laisse ainsi à la merci d'un pouvoir local la responsabilité de l'existence de ces établissements d'informations et de planification, habilités, entre autres, à fournir gratuitement aux mineures et aux femmes non prises en charge par la Sécurité sociale, les moyens de contraception dont elles ont besoin. Son désengagement progressif, comme sa politique d'austérité en matière de santé, tant en ce qui concerne les médicaments que la politique hospitalière (suppression de lits dans les hôpitaux, réduction des effectifs, etc.) (2) aboutissent à une remise en cause insidieuse du droit des femmes à choisir librement leur maternité, instituant sur cette question, comme sur celle de la santé, un système à deux vitesses : d'un côté les femmes qui pourront payer, de l'autre, celles qui ne le pourront pas.

L'offensive des grenouilles de bénitier

L'autre aspect de cette politique, c'est qu'elle se met en place dans un contexte social et économique dégradé, alors que s'accroît l'influence des groupes intégristes et d'extrême droite — comme le Front national de Jean-Marie Le Pen, crédité pour les prochaines élections régionales de mars 1992 de 25 à 30 % des intentions de vote.

Reprenant l'offensive sur la question de l'avortement, ces groupes d'extrême droite dont, en première ligne, La Trêve de Dieu et SOS-Tout Petits, même s'ils organisent peu de monde, accroissent peu à peu leur influence : tribunes dans les médias, manipulation et infiltration de larges secteurs de la société, etc. (3).

Depuis près de deux ans maintenant, certains de ces groupes, largement inspirés par les commandos américains "Opération sauvetage", multiplient les attaques contre les centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) (4). Certains préfèrent s'en tenir aux chants de cantiques à la porte des centres et des hôpitaux, et à la distribution de tracts dénonçant le crime que représente à leurs yeux l'avortement ; d'autres pénètrent dans les blocs opératoires, stérilisent le matériel et s'enchaînent aux tables d'opérations.

Partout le même but : créer un sentiment de terreur auprès des femmes qui viennent pratiquer une interruption volon-

taire de grossesse, et surtout un sentiment de culpabilité.

Le gouvernement reste largement silencieux sur ces opérations. La justice, quant à elle, n'a pas jugé bon jusqu'à présent, malgré les plaintes déposées par les directeurs d'hôpitaux et les témoignages des infirmières, de poursuivre les auteurs de ces attaques. Pas de motifs d'inculpations, pas de délits ?

Ce n'est peut-être pas un hasard si le gouvernement semble encore moins prompt à dénoncer ces commandos qu'à s'engager au remboursement de deux nouvelles pilules. Sa politique de santé et de maîtrise des dépenses, la réforme hospitalière dictée par la logique de la rentabilité et la décentralisation entraînent une réduction des capacités d'accueil des centres IVG, quand il ne s'agit pas de leur fermeture pure et simple. Dénoncer les laboratoires évite aux autorités de s'expliquer sur leur politique.

Depuis fin 1990, une coordination unitaire rassemblant des groupes de femmes, des syndicats, des partis politiques et des associations, dont le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), s'est mise en place pour mobiliser l'opinion publique autour de cette question et mettre le gouvernement devant ses responsabilités : une pétition nationale a été lancée en juin 1991, et des comités se constituent dans différentes villes.

Le 30 novembre 1991 aura lieu une journée nationale d'action, en vue notamment de la préparation d'Etats généraux pour le droit de choisir, les 18 et 19 janvier 1992, et, sans doute, d'une mobilisation pour le 8 mars 1992, journée internationale des femmes. ★

20 novembre 1991



1) L'une de ces deux pilules, le Trinordiol qui représente à elle seule près de 17 % du marché, était encore remboursée jusqu'à il y a six mois.

2) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

3) Jean-Marie Le Pen a, par exemple, demandé une minute de silence, lors de son défilé du 1er mai 1990 « à la mémoire des millions d'enfants français assassinés par la loi avortieuse Veil-Chirac ». Alors que le pape compare l'avortement à un véritable génocide !

4) Depuis deux ans, une trentaine d'attaques ont été répertoriées ; en décembre 1990, de nombreuses féministes prévenues des intentions d'un de ces groupes contre un hôpital parisien sont intervenues pour l'empêcher de pénétrer dans l'hôpital et pour distribuer des tracts demandant à ce que la loi soit respectée (libre accès aux CIVG pour toutes les femmes, ainsi qu'à la contraception).

Le juge et l'avortement

Aux Etats-Unis, la lutte pour le droit des femmes à l'avortement risque de devenir plus difficile après l'élection à la Cour suprême du juge Clarence Thomas, un conservateur noir. *Inprecor* a rencontré deux féministes socialistes des Etats-Unis, Claire Costen de la Tendance IVe Internationale (FIT) et Camille Colatosti de Solidarity, pour discuter des luttes des femmes pour le droit de choisir dans leur pays et évoquer la situation actuelle.



Claire : Le mouvement anti-avortement est encore fort. En Pennsylvanie, les opposants à l'avortement sont sans doute faiblement majoritaires dans l'opinion publique. Mais ils sont devenus plus intelligents ; ils s'occupent surtout de questions telles l'avortement des mineures et le consentement des parents. Ensuite, ils prétendent que certains avortements sont pratiqués pour se débarrasser des fœtus féminins — ce n'est absolument pas le cas aux Etats-Unis.

La Pennsylvanie a été l'objet d'un débat à la Cour suprême ; cet Etat a élaboré une loi selon laquelle une femme doit avoir la permission de son mari pour avorter — même une fois divorcée ! Cette loi exige aussi que les femmes attendent 24 heures après avoir signé leur demande d'avortement — pour les empêcher de faire des « jugements à l'emporte-pièce ».

Comme la Pennsylvanie est un Etat très étendu, surtout rural, avec deux grandes villes, Pittsburg et Philadelphie, les femmes doivent aller en ville pour se faire avorter, ce qui peut leur prendre des heures, et ensuite elles doivent en plus trouver un lieu où loger pendant 24 heures.

Camille : Les adversaires de l'avortement ont une stratégie très fine ; ils s'en sont d'abord pris aux femmes les plus pauvres en obtenant la suppression du Medicaid et, aujourd'hui, ils visent les femmes jeunes avec la question du consentement parental.

Claire : L'avortement des femmes à faible revenu n'est remboursé par Medicaid qu'en cas de viol, d'inceste et de malformation du fœtus. Mais le viol ou l'inceste doivent avoir été déclarés à la police sous 48 heures, qui décide s'il s'agit d'un cas nécessitant des poursuites judiciaires. Or, la plupart des cas présentés à la police est classée sans suite.

INPRECOR : Pouvez-vous nous rappeler comment s'est effectuée l'ascension des opposants à l'avortement aux Etats-Unis ?

Claire COSTEN : Les groupes d'extrême droite se sont de plus en plus saisis des questions antiféministes à partir des années 70. Ils se sont opposés à l'avortement dès le vote de la loi Roe et Wade qui l'a légalisé en 1973 ; en 1977, ils ont remporté une victoire, quand le Congrès a voté l'amendement Hyde interdisant les remboursements de Medicaid [sorte de sécurité sociale pour les personnes les plus démunies, ndlr] pour les avortements — mais comme l'Etat en finance également une partie, cela ne signifiait pas la fin de tous les crédits.

Fort de cette victoire, le groupe Opération sauvetage a été créé, sous la direction de Randall Terry ; cette organisation s'est mise à poser des bombes dans les cliniques. Quand j'ai interviewé Terry, je me suis rendue compte que, pour lui, ce n'était pas un question isolée ; il l'envisageait dans la perspective générale d'une régression de tous les droits des femmes. Il pensait que les femmes avaient obtenu « trop de liberté » et devaient être remises à leur place.

Camille COLATOSTI : Terry est un prêcheur fondamentaliste qui s'est servi de cette question pour devenir célèbre. Au départ, c'étaient surtout les catholiques qui s'opposaient à l'avortement, mais Randall Terry a réussi à mobiliser une large coalition. Il développe une certaine idéologie, mais la plupart de ses partisans — les gens qui attaquent les cliniques — ne sont pas différents de ceux qui exigent le droit à l'avortement ; nombre d'entre eux sont des jeunes femmes.

“Opération sauvetage” a réussi à conduire à la faillite plusieurs cliniques. Cependant, son succès a été de courte durée car il a été confronté à de nombreuses arrestations et a vu ses fonds s'épuiser ; mais il réussit encore à mobiliser, comme l'a montré une grande manifestation anti-avortement qui s'est répétée pendant plusieurs jours à Wichita, dans le Kansas, où les manifestants ont juré qu'ils feraient fermer toutes les cliniques.

Claire : Beaucoup de ces cliniques ne pratiquent pas uniquement des avortements mais sont aussi des centres de santé destinés aux femmes, qui donnent des conseils sur la grossesse et sur la contraception, et proposent souvent des services plus larges. A Pittsburg, par exemple, c'est là que les femmes de moins de 18 ans peuvent se rendre pour obtenir des renseignements sur des questions dont elles ne désirent pas parler à leurs parents.

Camille : Reagan avait une position bien plus clairement opposée à l'avortement que Bush. La classe dirigeante est divisée sur cette question. A un moment, sous l'administration Reagan, le Parti républicain lui-même s'est déchiré sur ce thème, car certains considéraient que la ligne anti-avortement pouvait coûter cher au parti — cela ne veut pas dire qu'ils se soient prononcés pour les droits des femmes, mais ils n'utilisaient pas la même rhétorique extrémiste sur la question.

Alors que Reagan s'est fait un point d'honneur à nommer des anti-avortement à la Cour suprême, Bush a essayé de désigner des hommes qui n'avaient jamais explicitement pris position et qui ne seraient donc pas attaqués de la même manière par les militants des droits civiques.

◆ *La campagne anti-avortement bénéficie-t-elle d'un réel soutien de masse, ou est-ce une guerre de lobbies, surtout au niveau des institutions ?*

Camille : C'est une campagne très bien organisée au niveau institutionnel. Cependant, dans les sondages effectués sur le droit de choisir, tout dépend de la manière dont sont posées les questions ; les gens se disent plus favorables à l'avortement si les femmes déclarent qu'elles veulent le faire pour poursuivre leurs études que quand il s'agit de raisons financières. Dans l'ensemble, la population soutient le droit de choisir à condition qu'il n'apparaisse pas comme une affaire qui ne concerne que la vie des femmes.

Claire : De nombreux sondages prouvent que la majorité des gens sont favorables à l'avortement ; cependant, ils montrent également que de plus en plus de personnes pensent que les mineures doivent avoir la permission d'au moins l'un des deux parents pour avorter.

Camille : Les forces féministes n'ont pas mobilisé de manière aussi importante que les opposants de l'avortement, qui ont agi sur plusieurs fronts. Il y a cependant eu deux très importantes manifestations pour le droit de choisir.

Claire : Depuis l'adoption de la loi Roe Wade, le manque de solidarité entre les femmes de milieux et de races différents reste flagrant. Quand les forces anti-avortement ont commencé à s'en prendre aux femmes pauvres, il n'y a eu aucune grande mobilisation pour s'y opposer.

Camille : L'Organisation nationale des femmes (NOW) pensait, à l'époque, que si elle se battait sur la question du Medicaid, elle perdrait l'appui du Parti démocrate. Aujourd'hui, dix ans plus tard, elle s'aperçoit de son erreur.

Claire : A Pittsburg, la plupart des dirigeants du mouvement pour le droit de choisir sont des cadres de la classe moyenne. L'une des femmes les plus riches des Etats-Unis est investie dans cette bataille, et elle veut conduire le mouvement à voter pour le candidat républicain.

En Pennsylvanie, nous nous sommes battues pour que le mouvement revendique un avortement sans danger, légal et aussi à la portée de toutes les bourses — les féministes noires soulignent que si ce dernier problème n'est pas réglé, l'avortement restera inaccessible. Les dirigeants du mouvement pour le droit de choisir

Menaces sur l'avortement en Australie

Vingt ans après que l'avortement soit devenu facilement accessible dans l'Etat australien de Nouvelle Galles du Sud, la lutte pour défendre la liberté de choisir est à nouveau à l'ordre du jour. Le gouvernement conservateur de cet Etat, où vit un tiers de la population australienne, a perdu la majorité parlementaire et se trouve sur la tangente (voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991). Pour sa survie, il a besoin des voix d'un couple, Fred et Elaine Nile, élu à la chambre haute de l'Etat à cause d'une subtilité du système électoral, mais qui défendent tous les deux des positions chrétiennes d'extrême droite.

Cette fragilité du pouvoir a été mise à profit pour l'introduction d'un projet de loi visant à interdire l'avortement en dehors de certains hôpitaux publics. Comme la plupart des interventions ont lieu dans des cliniques privées, ce projet de loi représente une attaque majeure contre le droit à l'avortement. Pour compliquer encore les choses, il a été présenté à un moment où les hôpitaux gouvernementaux de Sydney — dont l'hôpital des femmes — étaient fermés. Dans le même temps, les fonds publics destinés à des hôpitaux dirigés par différents ordres catholiques ont augmenté.

La réaction au projet de loi a été rapide et importante : 4 000 personnes ont manifesté le 14 août 1991, puis 500 le 28 août. Les deux principales organisations de gauche qui subsistent en Australie, le Parti démocrate socialiste et les Socialistes internationalistes, ont joué un rôle central dans cette mobilisation.

Des syndicalistes du secteur public, des anciennes militantes du mouvement féministe, et des groupes de gays et de lesbiennes ont eu une place déterminante dans ces manifestations ; mais les cortèges étaient principalement constitués par de dynamiques adolescentes en colère, trop jeunes pour se souvenir de l'époque où l'on ne pouvait choisir qu'entre des avortements illégaux dangereux ou des grossesses non désirées.

Quand le projet de loi a été introduit au Parlement, 13 des 15 femmes — sur les 42 membres — de la chambre haute de Nouvelle Galles se sont levées et ont quitté la séance — fait sans précédents.

Le 3 octobre 1991, l'assemblée nationale de l'Eglise de l'Unité a voté à l'unanimité une motion appuyant le projet de loi. L'Eglise de l'Unité est le troisième courant religieux en Australie, dont le chef est Fred Nile. Les tensions ont atteint leur point culminant le 7 octobre, quand le défilé annuel des partisans pentecôtistes de Fred Nile s'est retrouvé face à des centaines d'homosexuels et de défenseurs de l'avortement. Bien que les 400 pentecôtistes aient réagi violemment, allant jusqu'à déchirer les banderoles des lesbiennes à coups de couteaux, la police n'est intervenue dans l'échauffourée que pour arrêter 10 défenseurs de l'avortement.

Le projet de loi contre l'avortement est actuellement en discussion au Parlement et il est très loin d'obtenir la majorité. Cependant, étant donnée l'instabilité du gouvernement minoritaire, un projet de loi amendé pourrait être voté au sein d'accords plus larges avec le couple Nile pour recréer un bloc parlementaire cohérent et maintenir les libéraux au pouvoir. ★

Ken Davis

sont souvent à mille lieues des préoccupations des femmes de couleur. Ainsi, Molly Yard, la présidente de NOW, a déclaré que l'avortement devait permettre à toutes les femmes noires pauvres de se débarrasser de leurs bébés !

Un film a été tourné sur une jeune femme décédée des suites d'un avortement illégal. Par de nombreux côtés, c'était un bon film, mais, alors que la femme décédée à cause d'un avortement clandestin était une blonde aux yeux bleus, les enfants non désirés étaient toujours présentés comme des bébés noirs... Tout cela tient les femmes de couleur à l'écart du mouvement.

Camille : NOW n'est pas un mouvement démocratique où l'on peut présenter sa propre ligne. Ce sont les démocrates qui y donnent le ton.

La manifestation de Wichita dans le Kansas a bénéficié d'une couverture médiatique impressionnante. Les *Pro-Life* ont choisi une région où l'activité des féministes est faible. NOW n'a répondu que par une petite action.

La nomination de Clarence Thomas à la Cour suprême n'a rien d'encourageant : bien qu'il n'ait jamais rien écrit de précis sur l'avortement, il s'est opposé à pratiquement tous les acquis arrachés par les femmes durant les vingt dernières années.

Claire : Quand il dirigeait la Commission pour l'égalité des chances devant l'emploi, il n'a pas traité 13 000 dossiers concernant des cas de discrimination sexiste — il s'est même parfois retourné contre les plaignantes. La nomination de Thomas par Bush a été une manœuvre très habile, car ceux qui s'y opposaient étaient dès lors traités de racistes. Or Thomas ne s'est jamais préoccupé du sort des Noirs. ★

Propos recueillis par Colin Meade
Septembre 1991

Coup de tonnerre dans un ciel serein

Le 11 octobre 1990, dans le plus grand secret, les députés de l'Etat le plus "marginalisé" de la République mexicaine, le Chiapas, votent la dépénalisation de l'avortement. Quand la nouvelle paraît dans la presse, plus d'un mois plus tard, c'est la stupeur générale. Le gouverneur prétend avoir répondu aux pressions en faveur de l'avortement d'un groupe de femmes chiapanèques, le GAM (1), mais celui-ci dément aussitôt. En effet, le scandale s'annonce : alors que différents groupes féministes du pays (particulièrement de Mexico) s'empressent de saluer cette "victoire" dans la presse et souhaitent que tous les Etats mexicains dépénalisent à leur tour l'avortement, la puissante hiérarchie catholique s'étrangle et appelle la population à manifester en masse contre ce "crime", bientôt appuyée par la branche mexicaine de la puissante organisation nord-américaine *Pro-Life*.

Anne DURIEUX



LE 31 décembre 1990, les députés du Chiapas suspendent la loi et sollicitent un avis de la Commission nationale des droits de l'homme (récemment créée par le gouvernement fédéral, et qui n'a aucun pouvoir de décision). Il s'agit surtout de gagner du temps pour préparer tranquillement les élections d'août 1991.

A la fin du mois d'août, la situation est stationnaire. Deux groupes s'affrontent sous l'œil cynique des pouvoirs publics.

Depuis huit mois, les femmes et les féministes se sont organisées. Les premières réactions sont rapides, aussi bien à Mexico que dans le Chiapas, mais les différents groupes n'ont guère l'habitude de la question de l'avortement, puisque le thème était quasiment tabou jusque-là. Rapidement, se dégage le concept fondamental de leur stratégie : la "maternité volontaire", qui s'articule autour de trois dimensions fondamentales :

- droit des femmes à contrôler leur fécondité par tous les moyens nécessaires, droit à la contraception et à l'avortement libre et gratuit, droit à une éducation sexuelle complète ;

- responsabilité des hommes en matière de contraception et de paternité ;

- responsabilité des pouvoirs publics : droit à la maternité dans de bonnes conditions de santé, services collectifs pour les mères et les enfants (crèches, garderies, écoles, etc.) et non-discrimination des mères et des femmes enceintes face à l'emploi.

Leur perspective est donc clairement celle du droit des femmes à choisir la maternité dans un cadre de libre usage de leur corps et de leur sexualité. Elles font appel à la société dans son ensemble pour créer un climat favorable à la maternité, comme à la non-maternité, et au libre développement des femmes. La lutte se développe dans le Chiapas, mais aussi au niveau du pays tout entier, dans l'espoir de réussir à faire entendre le droit à l'avortement.

Les femmes chiapanèques sont les premières à mettre sur pied une structure adaptée, qui inclut les trois groupes féministes de San Cristobal (2), ainsi que des organisations politiques et syndicales (Parti révolutionnaire des travailleurs — PRT, section mexicaine de la IVE Internationale ; Union générale ouvrière, paysanne et populaire, UGOCEP ; syndicat démocratique des enseignants) : le Front Chiapanèque pour la maternité volontaire se constitue dès février 1991.

Au plan national, les structures féministes qui existaient antérieurement (notamment le Réseau contre la violence) sont inadaptées. L'idée apparaît immédiatement de former un Front national pour la maternité volontaire, mais elle ne concrétise que tardivement, à la suite du

Forum national pour la maternité volontaire de Tuxtla Gutierrez en juin 1991. Ce retard s'explique par l'immensité du pays, les difficultés de communication et le manque chronique de moyens qui affecte les groupes de femmes. Plus profondément, il existe indéniablement des tensions entre les groupes de la capitale et ceux de province. Les femmes de Mexico ont souvent une plus longue expérience féministe, et surtout une tradition plutôt universitaire, et sont plus influencées par le féminisme "international", qui n'est pas nécessairement adapté au Mexique rural et populaire. Ainsi, la consigne de "maternité volontaire" n'est pas toujours comprise des femmes des secteurs populaires, qui la confondent avec celle des *Pro-Life*. Les femmes chiapanèques doivent affronter, avec peu de moyens et une faible tradition d'organisation, le problème particulièrement épineux de l'avortement dans un pays profondément contrôlé par l'Eglise. L'appui des féministes de Mexico, à la fois précieuse et souhaité, arrive parfois mal à propos.

La grande bataille des femmes

Dotées de structures adéquates et d'un axe de travail, les femmes se lancent dans des activités tous azimuts : collecte de signatures en faveur de l'avortement, manifestations locales et dans la capitale (2), entretiens avec le gouverneur du Chiapas, forums, débats, conférences, campagnes de presse dans la revue féministe *Fem* et dans le supplément féministe bimensuel *La Doble Jornada* du quotidien *La Jornada*. Elles font aussi appel à la solidarité féministe internationale.

Cependant, les difficultés sont nombreuses. Les frictions entre les féministes de la capitale et les chiapanèques nuisent à l'organisation de rencontres nationales. Certains groupes regrettent de s'être lancés si totalement dans la bataille, en délaissant leur travail propre ou leur consolidation, voire même en mettant en péril leur réputation durement acquise (quelque fois en expulsant les lesbiennes et

1) Le GAM est un groupe de soutien aux victimes de violences sexuelles. Il existe deux autres groupes de femmes, la COMAL Citalmina, qui travaille dans les domaines de l'éducation sexuelle et de l'organisation de femmes, et Antsetik, groupe universitaire de recherche sur les questions femmes. Aucun de ces trois groupes n'avait jamais posé publiquement le problème de l'avortement, le considérant trop délicat encore dans un pays aussi catholique.

2) Le 15 janvier 1991, les femmes organisent une manifestation en direction de la Commission nationale des droits de l'homme ; le 8 mars, entre 5 000 et 8 000 femmes défilent pour la maternité volontaire dans la capitale ; du 19 au 22 juin, des femmes de tout le pays se rassemblent devant la représentation nationale du gouvernement chiapanèque à Mexico pour exiger la dépénalisation, pendant qu'une centaine de femmes bravent l'opprobre et les injures en manifestant à Tuxtla Gutierrez.

Quelques chiffres

- Nombre d'enfants moyen par femme mexicaine : 6.
- Salaire minimum : 1 200 francs par mois.
- Nombre d'avortements clandestins par an : 2 millions ; 1,7 million des femmes concernées est catholique.
- 76 % des femmes qui avortent ont "de faibles ressources économiques".
- 63 % d'entre elles sont mariées ou vivent en union libre.
- Chaque année, les hôpitaux reçoivent 780 000 femmes qui souffrent de complications graves à la suite d'avortements clandestins.
- L'avortement est la cinquième cause de mortalité maternelle au Mexique, avec 50 000 décès de femmes chaque année. ★

autres mères célibataires). Le gouvernement chiapanèque joue l'usure, et effectivement le mouvement des femmes a tendance à s'essouffler. Le manque de moyens financiers n'arrange pas les choses. De plus, les groupes féministes sont à l'heure actuelle aux creux de la vague : ils n'ont pas encore eu le temps de faire un réel travail en profondeur avec les femmes des secteurs populaires, qui leur permette d'avoir un appui franc et massif dans la population, alors que les militantes de la première heure sont déçues par la lenteur du processus et s'inquiètent de la violence de la réaction de l'Eglise et des *Pro-Life*.

L'Eglise monte au créneau

Du côté des opposants à l'avortement, les réactions ont été promptes et violentes. Les évêques et les archevêques conservateurs sont les premiers à monter au créneau, dès décembre 1990, et appellent les fidèles à descendre dans la rue. En janvier 1991, des associations de médecins prennent le relais. *Pro-Life* existait déjà au Mexique, réalisant préventivement des campagnes contre l'avortement. Depuis l'"affaire" du Chiapas, l'association déploie toutes ses ressources. Le film *Le cri silencieux* est largement diffusé dans les paroisses et les foyers, à tel point que les féministes décident de dénoncer ce procédé comme un viol de la conscience des enfants, qu'on oblige à visionner ce "document" grossier.

La situation se complique à l'approche des élections législatives et sénatoriales d'août 1991 (3). Ces élections visent à renouveler les différentes assemblées des Etats, dont précisément celle du Chiapas, qui a voté la loi. Une partie du

Front chiapanèque rencontre le gouverneur pour tenter d'obtenir l'assurance que la question sera réglée par les députés avant leur renouvellement. Celui-ci promet tout ce qu'on veut, en espérant ainsi empêcher que l'avortement et la problématique des femmes ne se transforment en thèmes de campagne, ce qui embarrasserait énormément le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir. Parallèlement aux rencontres avec les féministes, le gouverneur négocie avec la hiérarchie catholique pour tenter d'obtenir l'appui électoral de l'Eglise.

Au bout du compte, la question de l'avortement émerge comme thème central de la campagne électorale. D'un côté, le Front national pour la maternité volontaire obtient l'appui inconditionnel du PRT (qui présente notamment plusieurs candidates féministes, une lesbienne et une prostituée, qui se présentent toutes clairement en faveur de l'avortement), du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) dont certains candidats appuient l'avortement, ainsi que d'un petit nombre de femmes du PRI (qui traditionnellement cherche à contrôler les mouvements des femmes au travers de ses organisations féminines et de ses "œuvres").

Salinas et l'avortement

De l'autre côté, *Pro-Life* se lance dans une virulente campagne massive d'affichage où elle dénonce les trois partis avorteurs (PRT, PRD, Parti du front cardéniste de reconstruction national, PFCRN — pro-gouvernemental). Le plus symptomatique est la place qu'elle réserve au PRI, au milieu de l'affiche, avec un point d'interrogation.

Cette campagne électorale a eu le mérite d'obliger les partis à prendre position ou à mettre en évidence leur lâcheté, et a été l'occasion pour les féministes de se faire entendre davantage, non seulement sur l'avortement mais plus généralement sur la situation des femmes et leurs revendications. Mais elle n'a pas été utilisée à plein, surtout dans la mesure où les femmes et les féministes ne sont pas encore en mesure de s'imposer comme un groupe social dont le vote massif puisse décider de l'issue d'un scrutin, et parce qu'il n'existe pas de consensus, ni même de majorité massive de femmes, résolument en faveur de l'avortement.

Pour l'heure, une forte proportion des femmes ont encore recours aux tisanes les plus variées, ou aux curetages "maison" pour faire "passer" le sixième enfant impossible à garder, tout en niant qu'elles avortent. Réalisme du corps qui proteste malgré le poids du conditionnement religieux et de la désapprobation sociale, fa-

miliaire, maritale, et la culpabilité étouffante : beaucoup de femmes jonglent avec la schizophrénie et finissent par la noyer dans les vapeurs d'encens et l'eau des béni-tiers.

Un certain nombre d'hommes soutiennent l'avortement. Plutôt peu, au bout du compte. Certains parce que cela leur évite de mettre un préservatif, jugé à 99 % inconciliable avec la virilité machiste mexicaine. D'autres par conscience politique ou parce qu'ils savent pertinemment qu'ils n'ont aucune envie d'assumer des enfants. Les derniers, les plus cyniques qui sont aussi ceux qui peuvent faire pencher la balance — soutiennent l'avortement pour obéir au Fond monétaire international (FMI). Le président Salinas de Gortari est de ceux-là : les conférences internationales l'ont convaincu que le sous-développement vient du surpeuplement et que, pour réduire le nombre pauvres, il faut les empêcher de se reproduire.

Le coup d'essai de la dépénalisation de l'avortement dans le Chiapas n'est que le dernier avatar d'une politique démographique qui vise à abaisser drastiquement le taux de croissance de la population (de 4 % à 1 % pour le début du troisième millénaire, condition posée noir sur blanc par le FMI pour laisser le Mexique jouer dans la cour des grands et l'intégrer dans le grand marché unique Canada-Etats-Unis-Mexique) (4).

Un droit à défendre

Cette politique avait démarré sur des chapeaux de roue dans les années 70, avec la stérilisation forcée de très nombreuses femmes indiennes, notamment... dans les hautes terres du Chiapas. Elle se poursuit avec la mise en place, par en haut, de politiques de planning familial, avec distribution massive de stérilets de très mauvaise qualité, souvent posés sans le consentement des femmes et dans des conditions d'hygiène notoirement insuffisantes (en général, dans la foulée des accouchements), les injections d'hormones contraceptives à doses chevalines (interdites dans les pays riches), et surtout la promotion de la ligature des trompes comme moyen privilégié de contraception, avec le minimum d'information sur les conséquences (si elle est souvent pratiquée sans consultation réelle de la femme, elle est refusée aux femmes qui la sollicitent sans permis écrit du mari).

Dans ces conditions, les féministes se doutent bien que le droit à l'avortement, si elles l'obtiennent, n'est pas un cadeau. Si le PRI décide finalement de prendre

3) voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.

4) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

son courage à deux mains pour imposer cette mesure que les féministes à elles seules n'ont pas encore eu la capacité de populariser, il leur restera à le transformer en conquête des femmes, en instrument réellement libérateur et contrôlé par celles-ci. Or, pour l'instant, elles n'en prennent guère le chemin, puisqu'elles réclament un avortement d'Etat, médicalisé, que l'Etat mexicain ne se donnera probablement pas les moyens financiers d'assumer.

Une issue incertaine pour les femmes

L'issue, donc, est incertaine. L'autre inconnue majeure est la réaction de l'Eglise catholique. Les deux évêques progressistes mexicains eux-mêmes, dont celui du Chiapas, se sont prononcés clairement contre l'avortement, bien qu'en faveur d'une maternité et d'une paternité plus responsables, de moins de machisme et de plus de justice sociale et économique. L'Eglise va même jusqu'à proposer de donner des cours d'éducation sexuelle.

La vraie-fausse alerte de la dépénalisation de l'avortement dans le Chiapas aura au moins le mérite de faire éclater au grand jour le scandaleux fait que 2 millions de femmes mexicaines sont transformées en criminelles chaque année, et que beaucoup y laissent leur vie ou leur santé. Elle aura aussi donné de nouvelles perspectives aux femmes et aux féministes mexicaines et permis aux différents partis de se positionner plus clairement sur la question des femmes et de se situer par rapport au patriarcat.

Il est trop tôt pour dire si les femmes sauront transformer en avancée la perverse manipulation dont elles ont été victimes dans cette affaire, manipulation dont le PRI a le secret, et qui consiste à dépouiller préventivement les mouvements sociaux de leurs objectifs. Avortement ou pas, les féministes mexicaines ont beaucoup de travail devant elles, entre le machisme, l'Eglise, le patriarcat néolibéral, la crise économique qui n'en finit pas de s'approfondir et l'impérialisme nord-américain. ★

30 octobre 1991



L'année de tous les risques

Inprecor a longuement rencontré le commandant Mario Lopez, membre de la commission politico-diplomatique du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), au cours d'une tournée qu'il a réalisée en Europe en novembre 1991, pour discuter sur les négociations en cours entre le FMLN et le gouvernement salvadorien, mais aussi sur les débats qui ont actuellement lieu parmi les révolutionnaires salvadoriens.

Dans ce numéro, nous reproduisons la partie de cet entretien qui porte sur les négociations (voir *Inprecor* n° 337 du 27 septembre 1991).

INPRECOR : *En ce qui concerne les négociations, peux-tu nous expliquer ce qui a été obtenu dans les accords de New-York, signés entre le gouvernement salvadorien et le FMLN, sous l'égide des Nations-Unies (voir encadré en p. 23) ?*

MARIO LOPEZ : Ces négociations ont eu lieu à l'invitation du secrétaire général des Nations-Unies, à la demande de Baker et de Bessmertnyk, qui constataient que la discussion était au point mort, ou, comme le disait Perez de Cuellar, qu'il fallait trancher le nœud gordien.

Pour le FMLN, il s'agissait d'obtenir des garanties pour son intégration à la vie politique légale du pays. Nous avons d'abord insisté sur la démilitarisation totale de la société, en tant qu'aspect fondamental, pour que toutes les forces politiques soient libres de leurs mouvements. Nous voulions en finir avec la surdétermination imposée par les forces armées, et donc démilitariser complètement la société. Voilà les conditions que nous posions à l'autonomie 1990 et qui n'ont pas abouti.

Ensuite, le FMLN a fait une proposition qui constituait un tournant : plutôt que de mener la négociation en deux phases, en faire une seule qui débouche sur un cessez-le-feu définitif, avec, comme garantie, la participation du FMLN aux forces armées. Le gouvernement a de nouveau refusé, ce qui nous a conduit à une impasse. Nous, nous estimions qu'il n'y avait pas assez de garanties si cette condition n'était pas acceptée. C'est alors que le secrétaire général de l'ONU a convoqué le FMLN et le président Cristiani.

Nous avons alors déterminé un éven-

tail de diverses garanties : si l'une d'entre elles échouait, il nous restait les autres. Nous demandions, entre autres, la participation du FMLN à la police civile qui allait être mise sur pied ; cela a été obtenu à la réunion de New-York. Nous serons donc partie prenante de l'un des corps armés, celui qui est chargé de l'ordre public intérieur.

Cela passe par une réforme constitutionnelle, approuvée en principe, qui doit être ratifiée, selon laquelle la mission des forces armées se limitera à la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriales. Le maintien de l'ordre intérieur sera donc du ressort presque exclusif de la nouvelle police nationale civile — une des garanties à cela est notre participation à ce nouveau corps, qui est maintenant acquise.

◆ *Mais, à côté de l'armée, il y avait aussi la police du ministère de l'Intérieur. Que devient-elle ?*

Elle sera dissoute. Tous les anciens corps de police seront supprimés et remplacés par la police civile.

◆ *Ces corps faisaient-ils partie de l'armée ?*

En fait, le ministère de la Défense a également des compétences dans le domaine de la sécurité publique. Un des premiers accords obtenus concerne précisément la séparation de la sécurité publique et de la défense. Les ministères compétents seront différents.

Une autre garantie est constituée par la création d'un organisme pluraliste, chargé du suivi de l'ensemble des accords

de paix la Commission nationale pour la consolidation de la paix (COPAZ). Le gouvernement a deux délégués, comme le FMLN, et chaque parti ou coalition représenté à l'Assemblée nationale a un délégué à la COPAZ.

◆ Et l'armée ?

L'armée dispose de l'un des deux délégués du gouvernement. En réalité, celui-ci a désigné deux militaires, dont un est à la retraite.

Une autre garantie est constituée par l'engagement des Nations-Unies, non seulement à superviser les accords, avec sa mission pour le Salvador (ONUSAL), mais aussi par l'engagement pris par le Conseil de sécurité de faire respecter les accords. Le Conseil de sécurité a soutenu la demande faite en ce sens dans le rapport du secrétaire général de l'ONU.

Tout cela n'implique pas que nous renoncions au projet de démilitarisation totale de la société qui fait encore partie de notre programme ; nous avons déclaré que nous allions continuer à nous battre dans ce sens.

◆ En ce qui concerne l'armée, qu'est-ce qui a été concrètement obtenu ? Quelle portée aura l'épuration ?

Les éléments de l'armée compromis dans des crimes ou dans la corruption seront mis dehors ; cela dépasse les officiers de *La Tandonia* (1). Une commission *ad hoc* va être mise sur pied, chargée d'enquêter sur chacun des officiers, tant des forces de sécurité que des forces armées. Cette commission, nommée par le président sur proposition du secrétaire général des Nations-Unies, va enquêter sur chacun des officiers et certains sous-officiers ; elle fera des recommandations : « Cet officier a fait telle ou telle chose, on propose qu'il s'en aille. »

◆ Qui fera partie de cette commission ?

C'est un des sujets de discussion qui n'est pas encore résolu. La COPAZ devra s'efforcer de faire appliquer les recommandations de la commission *ad hoc*.

◆ Il y a plusieurs variantes possibles : on peut assister à la mise sur pied de sortes de tribunaux militaires, ou encore civils, ou à l'adoption d'une loi d'amnistie ! Qu'est-ce qui peut être obtenu et quel est votre projet à ce niveau ?

Un des points du calendrier de discussions concerne les mises à la retraite.

C'est la commission qui en fixera les critères et qui dira qui doit être jugé. Tout cela est en discussion dans un calendrier restreint. Aussi bien la commission *ad hoc* que la COPAZ auront une première mission, concernant les accords en discussion sur cette question.

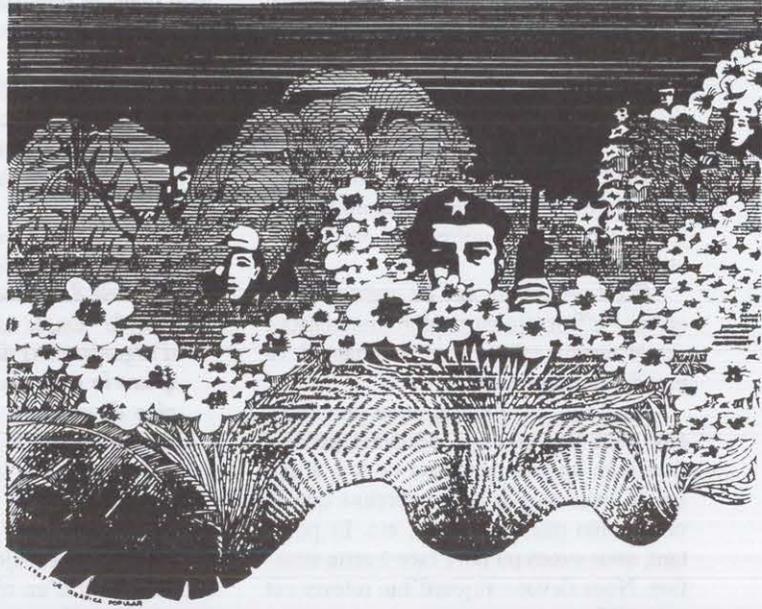
Sur le terrain économique et social, on a également un peu progressé à New-York. Un acquis très important est la reconnaissance du statut de propriété actuel des terres qui se trouvent dans les zones en conflit, pour les respecter et trouver les formes juridiques qui permettent de légaliser ce statut.

Il y a également accord pour respecter les terres occupées par les paysans au début de cette année. Le gouvernement devra remettre aux paysans les propriétés qui dépassent 245 hectares (2) et s'engager à acheter les terres proposées à la vente pour les distribuer ensuite.

De fait, après le projet de réforme agraire décrété par l'ancien président Duarte, certaines terres devraient être vendues par leurs propriétaires, soit de leur propre initiative, soit parce qu'elles dépassent une certaine taille. De nombreux propriétaires terriens les mettaient en vente sans que l'Etat ne les achète, c'est-à-dire que l'organisme créé à cet effet n'acquerrait rien. Aujourd'hui, le gouvernement s'est engagé à les racheter pour ensuite les distribuer.

Un autre accord qui a été obtenu traite des facilités que devra donner le gouvernement pour que les communautés reçoivent directement des aides financières extérieures.

Enfin, un autre accord concerne la concertation économique et sociale avec la participation du gouvernement, des entreprises privées et des travailleurs. Ce forum de concertation n'a pas encore été mis en place et, sans aucun doute, les tra-



vailleurs y seront désavantagés parce qu'il leur manquera le soutien d'experts dont disposent, en revanche, le gouvernement et les sociétés privées. Les organisations populaires s'occupent aujourd'hui de trouver ce genre d'appui.

◆ A ce niveau se pose aussi un problème fréquent en Amérique latine : les paysans arrivent à obtenir des terres, mais cela reste insuffisant car ils manquent de crédits — ce qui, à terme, les conduit à revendre leurs terres pour payer leurs dettes.

Il est en de même pour l'assistance technique. Dans l'accord de New-York, nous avons aussi introduit un point concernant la révision du système de crédit au service des travailleurs.

Mais comment seront appliqués tous ces accords ? C'est encore un autre problème. Il faudra sans doute aborder de nouveau tout cela dans les négociations et dans le forum de concertation.

En ce qui concerne les demandes d'assistance technique, la coopération extérieure a un rôle important à jouer, particulièrement la coopération non-gouvernementale, qui se fait déjà actuellement par le biais des organisations non-gouvernementales (ONG), mais qui devra se renforcer.

◆ L'Agence inter-américaine pour le

1) *La Tandonia* est la promotion militaire dont sont issus les dirigeants actuels de l'armée salvadorienne. Ces secteurs étaient favorables à la guerre de basse intensité conduite par les Etats-Unis et, à ce titre, ont pu détourner une grande partie de l'aide économique à leur profit.

2) Le gouvernement démocrate-chrétien de Jose Napoleon Duarte avait entrepris, en 1984, d'appliquer une "réforme agraire" (décrétée par la précédente junte militaire, en 1980). Il s'agissait de faire baisser la tension autour de la question de la terre et de tenter de saper la base paysanne du FMLN. 469 domaines de plus de 500 hectares ont été attribués à 322 coopé-

ratives, ainsi que des terres appartenant à l'Etat ; cela a touché 30 000 familles paysannes (à l'époque, 220 000 familles sans terre étaient recensées).

La plupart des grands propriétaires ont réussi à contourner la réforme qui prévoyait une limitation de la grande propriété foncière à 245 hectares et la vente des propriétés qui dépassaient cette taille.

De nombreuses coopératives ont souffert du manque de crédits et d'assistance technique, ainsi que des aléas du marché ; d'autres ont abandonné leurs terres car elles se trouvaient en zone de combat.

développement (AID) a annoncé qu'elle donnerait une aide de 500 millions de dollars au gouvernement salvadorien. Cette aide n'est sûrement pas innocente...

Bien sûr. Pourquoi une somme si élevée ? Selon moi, le gouvernement va tenter de déstabiliser notre base sociale en utilisant ces crédits.

C'est un nouvel axe de combat ; jus- qu'ici l'affrontement se déroulait surtout sur le terrain militaire, maintenant il va prendre d'autres formes.

Sur le plan militaire, nous semblions être dans une position désavantageuse : face à un énorme potentiel de feu, à une armée beaucoup plus nombreuse que la nôtre, bien mieux équipée, etc. Et pour- tant, nous avons pu faire face à cette situa- tion. Nous devons aujourd'hui relever cet autre défi.

◆ Sur le plan militaire, si un cessez- le-feu est signé, qu'est-ce que cela si- gnifie du point de vue des armes dont vous disposez aujourd'hui ?

Jusqu'à présent, on n'a jamais discu- té du désarmement du FMLN. Cela n'est pas en négociation, et nous ne sommes pas disposés à en parler. Le cessez-le-feu impliquerait de faire taire les armes, mais quels sont les critères nécessaires en ce qui concerne la date ? Nous on dit qu'un cessez-le-feu serait possible quand les accords auront été appliqués. Mais chacune des parties a une lecture différente de cette application. Il faudra donc parvenir à nous mettre d'accord.

◆ Y a-t-il encore des points à traiter dans la négociation ?

Il faut encore aborder des points éco- nomiques et sociaux, sur les droits de l'homme, le pouvoir judiciaire, le sys- tème électoral et, enfin, le mode de véri- fication des Nations-Unies pour l'appli- cation des accords. Lorsque tous ces points du calendrier seront réglés, on de- vrait passer à la mise en place d'un ces- sez-le-feu, dont on discute déjà les as- pects techniques — la localisation des forces, par exemple. Il y a déjà une com- mission qui s'en occupe. Dès la conclu- sion du calendrier "comprimé", on devrait savoir comment le cessez-le-feu pourrait se faire.

◆ Si un cessez-le-feu est obtenu, quel sera l'objectif suivant pour le FMLN ? Les élections de 1994 ?

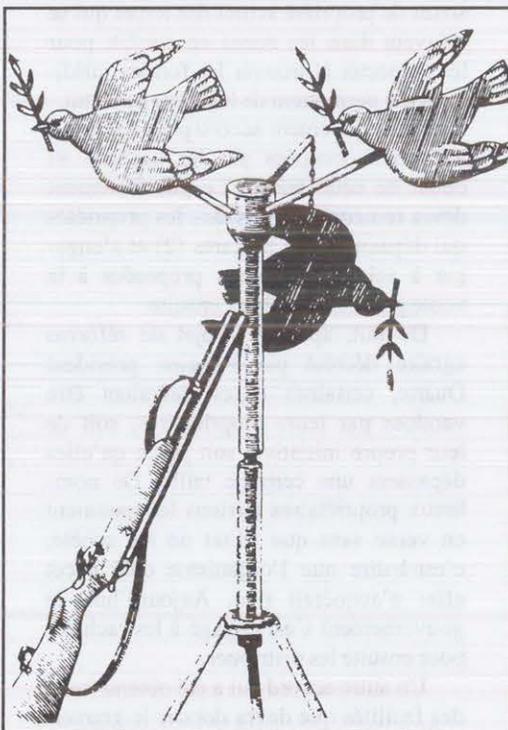
Nous estimons que le pouvoir popu- laire doit se renforcer. Ce que nous appe-

lons pouvoir populaire émerge du cadre de double pouvoir qui existe aujourd'hui dans le pays.

Cela signifie l'élargissement de di- verses formes d'organisations sociales et politiques. Le combat pour les élections de 1994 ne viendra qu'ensuite.

◆ Le "pouvoir populaire" peut avoir différentes significations. Mais quand on parle de pouvoir, c'est autre chose que le simple développement libre d'organisations de masse qui revendiquent le pouvoir. Cela signifie l'exer- cice du pouvoir, et pas seulement sa revendication, le droit de s'organiser. Selon vous, que signifie le pouvoir populaire ?

Au Salvador, aujourd'hui, il s'agit es- sentiellement d'un niveau d'organisation populaire et d'un exercice limité du pou-



voir. Il existe déjà des pratiques d'auto- gestion à beaucoup de niveaux ; une plus grande indépendance des organisations populaires et l'exercice de certaines fonc- tions avec une plus grande autonomie pour celles-ci — appelons-les "commu- nautaires" ou "autogestionnaires".

D'abord, la paix impliquerait, par exemple, que les pouvoirs municipaux puissent s'exercer — mais il faudra voir à quel niveau la population limitera le pou- voir municipal, par rapport à ce qu'il est aujourd'hui. Cela impliquerait en tout cas un développement du pouvoir populaire.

Il faudra voir aussi comment cela fonctionnera par rapport aux juges de paix (3), etc.

Nous pensons qu'il faut un plus grand contrôle de la part de la population. La po- lice nationale civile, dans les zones en conflit, doit être celle de la population, tout simplement. Cela implique certaines limitations du pouvoir traditionnel au profit du pouvoir populaire en construction.

Le forum de concertation économique et sociale devrait devenir un mécanisme qui permette aux organisations populaires et syndicales de participer à l'élaboration de la politique économique et sociale. Cela fait partie du pouvoir populaire.

◆ Le FMLN va-t-il participer en tant que tel aux élections de 1994, va-t-il s'intégrer dans un front électoral, ou encore soutenir une coalition d'autres forces ?

Nous pensons que le FMLN doit parti- ciper aux élections en tant que parti, mais dans le cadre d'une large coalition de centre-gauche. Nous souhaitons qu'il y ait un large regroupement, et nous discu- tons déjà avec tous les partis politiques à l'exception de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, au pouvoir).

Nous jugeons la participation de la Démocratie-Chrétienne (DC) à ce re- groupement essentielle.

◆ Et donc le FMLN ferait partie de ce bloc ?

En effet.

◆ Aujourd'hui, le FMLN est composé de cinq organisations politico- militaires. Vous avez le projet de les unifier ?

Le FMLN pense agir dans le do- maine électoral, comme il le fait dans celui de la guerre, en tant que parti ; un parti dans lequel se trouvent les cinq organisations du FMLN. Mais les cinq or- ganisations continueraient de fonction- ner en son sein comme courants, avec leurs bureaux politiques, etc.

Bien sûr, l'organisme de direction du parti légal électoral ressemblerait en quel- que sorte à ce qu'est aujourd'hui le com- mandement général du FMLN, c'est-à- dire à une instance collégiale.

Les différentes instances mises en place dans ce nouveau parti — comité central, bureau politique, etc. — seraient une représentation des cinq organisations du FMLN.

3) En Amérique centrale, les *juces de paz* (juges de paix) avaient des attributions prétendument juridiques ; en fait, ils étaient chargés de faire respecter l'ordre, et agissaient par la répression.

◆ *Pour le moment, le FMLN est une organisation clandestine. Si le cessez-le-feu est obtenu, il lui faudra des représentants publics, des réunions publiques, un recrutement ouvert, la tenue de congrès, etc. Que va-t-il se passer ?*

Nous ne pourrions pas accepter de ne pas disposer des mêmes garanties que les autres partis — et nous voulons même qu'il y ait davantage de garanties pour tous, un système véritablement démocratique.

On connaît déjà l'expérience de la Colombie ; il faut donc prévoir des garde-fous dans le processus de négociations, mais il y aura toujours des risques.

◆ *Chaque organisation du FMLN gardera ses instances de direction propres ? Ce n'est pas la même chose de travailler dans la clandestinité, qui implique un fonctionnement fortement hiérarchisé (même "verticaliste") pour des raisons de sécurité ; que d'entrer dans un processus large.*

Effectivement, cela implique des transformations. Au sein de chaque parti du FMLN, il y a déjà des débats pour trouver un mode de fonctionnement moins hiérarchique que celui imposé par la guerre, plus ouvert et démocratique.

◆ *Quel est l'état du mouvement de masse dans le cadre de ces négociations ? Y a-t-il un reflux ou une progression du mouvement social ?*

Le mouvement paysan a été peut-être le plus actif, et ce dans les zones sous contrôle gouvernemental. Il y a eu plus de trente occupations de terres depuis le début de l'année, dont quatre seulement ont été reprises violemment par les autorités. Le gouvernement a cherché à négocier avec les organisations paysannes, s'engageant à ne pas les déloger, à condition qu'elles n'occupent pas d'autres terres.

Au niveau syndical, en revanche, la riposte aux mesures prises par le gouvernement — privatisations, dissolution de l'Institut chargé de la régulation des prix, etc. — a été insuffisante, même s'il y a eu des réactions intéressantes, notamment parmi les travailleurs du secteur public. Le gouvernement a été contraint d'annoncer qu'il ne continuerait pas à privatiser à cause de la riposte des travailleurs.

La dynamique n'a pas été très forte parmi les organisations de quartier, mais je pense que ce secteur va connaître une reprise. Dans les négociations, on a abordé le mouvement communal, les quartiers

L'accord de New-York

Le 25 septembre 1991, le FMLN et le gouvernement salvadorien ont signé, pour la première fois, un "accord général de paix".

Voici les points acquis dans ce texte ou ceux que les deux parties s'engagent à négocier.

● Création d'une Commission nationale pour la consolidation de la paix (COPAZ), sanctionnée par la loi, chargée de contrôler la mise en œuvre des accords. La COPAZ sera constituée par deux représentants du gouvernement, deux du FMLN, et un représentant de chaque parti ou coalition présent à l'Assemblée nationale. L'archevêque de San Salvador et un délégué de la mission de l'ONU pour le Salvador (ONUSAL) auront la qualité d'observateurs.

« Le gouvernement et le FMLN devront consulter la COPAZ avant d'adopter des décisions ou des mesures relatives aux accords de paix » ; « La COPAZ sera en liaison directe avec le président » ; « La COPAZ aura la faculté de préparer les avant-projets législatifs nécessaires au bon déroulement des accords ».

« La création de la COPAZ sera expressément entérinée par la résolution qu'adoptera le Conseil de sécurité sur les accords de paix. »

● L'épuration des forces armées ; elle sera menée selon des critères et un calendrier qui feront l'objet d'un accord ultérieur.

« La participation des forces armées se fera par l'intermédiaire de deux de ses membres. »

● La réduction des forces armées sera définie par un accord entre les deux parties.

La redéfinition de la doctrine des forces armées ; elle sera révisée en fonction d'un accord ultérieur et devra être fondée principalement sur la défense de la souveraineté nationale, dans le cadre du respect des droits de l'homme et de la subordination aux autorités constitutionnelles.

● La nouvelle formation des forces armées ; selon l'accord signé à Mexico en avril 1991, cette formation devra insister sur la soumission aux autorités constitutionnelles et le respect des droits de l'homme.

● La création d'une police nationale civile et le démantèlement des actuels corps de sécurité ; le personnel de la police sera renouvelé après l'évaluation de chacun de ses actuels membres et par l'intégration de nouveaux policiers (« système de formation et de sélection pluraliste ») ; l'indépendance de la police vis-à-vis du ministère de la Défense fera l'objet d'un amendement constitutionnel.

● La poursuite de la réforme agraire ; les propriétés seront limitées à 245 hectares ; les terres confisquées feront l'objet d'une indemnisation et seront distribuées aux paysans pauvres ainsi que les terres de l'Etat qui ne sont pas des réserves forestières ; les propriétés attribuées dans les zones de guerre seront respectées.

La négociation "restreinte" doit étudier « les mesures nécessaires pour alléger le coût social des programmes de réforme structurelle ; les formes les meilleures de la coopération directe destinées à soutenir les projets d'aide au développement des communautés ».

● L'ouverture d'un forum de concertation économique et sociale, « avec la participation de représentants du gouvernement, du monde du travail et des entreprises ». ★

Sources : *Agencia Nueva Nicaragua (ANN)*, bulletin hebdomadaire du 9 octobre 1991 ; *Envio*, octobre 1991 et *El Salvador*, bulletin de solidarité, octobre 1991.

marginaux, qui auraient leur place dans le forum de concertation.

Dans certaines entreprises menacées de privatisation, malgré les déclarations du gouvernement, le poids des travailleurs est important et la lutte contre la privatisation aussi, par exemple à la sécurité sociale. Si les autorités veulent privatiser, que ce soit au bénéfice du secteur social de ceux qui ont bâti cette entreprise.

◆ *Enfin, es-tu optimiste quant aux perspectives du Salvador ?*

Oui, je le suis. Cela ne veut pas dire

que les dangers ne nous guettent pas ; nous devons faire face à de nombreux défis, peut-être plus complexes que ceux de la guerre. Dans la guerre, il faut résoudre des problèmes d'organisation de la force armée populaire, acheter des bottes, avoir des munitions, mais, dès à présent, les problèmes de cette nouvelle situation seront beaucoup plus importants. Cependant, je suis optimiste, nous sommes tous optimistes aujourd'hui. ★

1er novembre 1991
Propos recueillis par Eric Toussaint

Fondation de la Gauche alternative

Alors que Madrid était régulièrement secoué par les hurlements des sirènes annonçant le passage des représentants des différents pays participant à la prétendue "Conférence de paix" sur le Moyen-Orient, dans les premiers jours de novembre 1991, les organisations les plus représentatives de la gauche radicale, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR — ancienne section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) et le Mouvement communiste (MC) tenaient leur congrès d'unification. Ce fut l'aboutissement d'un processus d'unification et d'action commune engagé depuis longtemps.

Alfonso MORO



APRES la tenue des congrès respectifs de la LCR et du MC, qui ont discuté et approuvé les projets de résolution sur les "Bases de l'accord d'unification", "Sur le type d'organisation que nous voulons créer", "L'accord sur le régime intérieur provisoire" et "Face à la nouvelle situation", 400 délégués — élus à la parité, à raison de 200 pour chaque organisation — ont décidé, après une journée et demie, de travaux que la nouvelle organisation porterait le nom de Gauche alternative (1).

Etant données les conditions dans lesquelles interviennent les révolutionnaires en Europe et au niveau international, la constitution de la Gauche alternative représente un pas en avant important. En effet, comme le disait une des thèses du document "Bases de l'accord d'unification" : « La situation de crise actuelle peut constituer un stimulant pour rénover notre pensée et avancer dans la construction d'une conscience révolutionnaire et anticapitaliste plus solide et qui réponde mieux aux difficultés d'aujourd'hui. »

A partir de ce constat et en sachant que « les forces révolutionnaires dans l'Etat espagnol et dans les pays voisins sont peu nombreuses ; que la perspective révolutionnaire semble s'éloigner et se brouiller ; les possibilités de mener des luttes radicales sont rares ; le nombre de gens qui pensent que militer garde un sens a diminué ainsi que la recherche de solutions pour transformer ce système social par l'action collective », les militants

de la Gauche alternative se sont engagés à soutenir et à impulser « la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre toute forme de domination et d'oppression », tout en se battant « pour une transformation révolutionnaire qui permette de changer radicalement l'ordre politique et économique injuste actuel ». Ces bases sont significatives, surtout lorsque l'on sait que bon nombre de courants dits de gauche sont tentés par une vision politique gradualiste, conciliatrice vis-à-vis de leurs gouvernements (dans un pays comme l'Etat espagnol, où le Parti socialiste ouvrier espagnol — PSOE — gouverne depuis des années) ou, tout simplement, qui s'adaptent au système social "le moins mauvais", c'est-à-dire au capitalisme.

Vingt ans d'expériences

En outre, la fusion entre la LCR et le MCE n'est pas le produit d'une crise de ces deux organisations, elle ne se fait pas dans une dernière tentative pour sauver un projet qui serait en train de couler. Au contraire, pendant leurs vingt ans d'existence, chacune de ces organisations a jeté des bases solides, profondément ancrées dans la société.

Si on peut penser qu'il s'agit encore là de forces modestes, comparées avec les objectifs qu'elles se donnent, il y a là un effort conscient pour rassembler des forces sur la base d'accords concrets, largement partagés, sur lesquels les militants de ces deux organisations ont largement eu le temps de réfléchir — dans des domaines clés comme le mouvement syndical, féministe, écologiste ; l'opposition au dogmatisme et le refus du stalinisme ; sur le type d'organisation qu'il faut construire aujourd'hui (démocratique, plura-

liste, centralisée) et sur le modèle de société désiré.

Evidemment, tout cela n'empêche pas que, dans la nouvelle organisation, des divergences ou des nuances puissent surgir « sur différentes questions théoriques, des conceptions sur les perspectives révolutionnaires, les analyses de la réalité, des opinions sur tel ou tel courant ou épisode historique, etc. ». Mais face à une telle éventualité, qui serait salutaire, la Gauche alternative veut répondre sur la base des éléments communs aux deux organisations, tout en se donnant des garanties par le pluralisme interne.

La LCR et le MC se sont toujours caractérisés par leur ferme engagement auprès des exploités et opprimés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat espagnol, durant la longue nuit de la dictature franquiste, à la tête des mobilisations contre la prétendue "transition démocratique", par le soutien aux mobilisations des insoumis qui refusent le service militaire obligatoire, ou par leur solidarité avec la révolution centraméricaine.

Plus de 2 000 personnes ont assisté à ce congrès, dont de nombreux représentants d'autres organisations. Il faut signaler, entre autres, la présence et les messages de la Confédération générale du travail de l'Etat espagnol (CGT), de l'Union nationale révolutionnaire du Guatemala (URNG), de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), de la coalition la Gauche unie (IU) dirigée par le Parti communiste espagnol, des Commissions ouvrières (CCOO), du Parti des travailleurs du Brésil (PT), du Mouvement de libération nationale d'Uruguay (MLN-Tupamaros), du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), de Herri Batasuna (HB), ou du Parti d'unité mariatéguiste du Pérou (PUM). Il y avait aussi des représentants de différentes sections de la IVe Internationale venus de France, du Portugal, de Belgique ou encore du Mexique. Ernest Mandel représentait le secrétariat unifié de la IVe Internationale. A signaler la présence des organisations liées au MC et à la LCR dans les Canaries, de la EMK-LKI d'Euskadi (2) et la fédération des Jeunesses communistes révolutionnaires.

Comme le rappelait un camarade : ce n'est qu'en regardant en avant que nous pourrions justifier ce que nous avons fait dans le passé. ★

20 novembre 1991

1) Le nouveau journal s'appellera *Página Abierta* (Page Ouverte) et la revue théorique *Aldebaran* (La Grande Etoile Rouge). *Izquierda Alternativa*, Calle Hileras n° 8 (1^{er} der.) - Madrid 28013.

2) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

L'œuf du serpent

« Les graines que les professeurs de notre pays ont semé et sèment quotidiennement sont en train de germer » annonçait Margot Honecker en juin 1989. Elle était bien placée pour savoir, dès cette époque, que 6 % des jeunes d'Allemagne de l'Est s'identifiaient à la droite radicale — pendant une longue période, la Stasi [police secrète est-allemande, ndlr] avait utilisé les services d'une équipe de skinheads. Ce n'était pas vraiment la faute des professeurs mais celle de la réalité sociale, qui sapait leur crédibilité.

Début avril 1991, Jorge Gomondai a été tué à Dresde au terme d'une journée entière de chasse aux étrangers. Depuis lors, il ne s'est guère passé de nuit dans la nouvelle Allemagne "démocratique et pacifique", sans incendies volontaires ou agressions physiques ; 2 000 néo-nazis ont manifesté le 1er juin à Dresde et à nouveau le 17 août à Bayreuth, bien protégés par la police et sans de grandes protestations de la part de l'opinion.

Hans Jürgen SCHULTZ



CETTE TERREUR de rue a franchi un nouveau pallier avec les agressions d'Hoyerswerda (1) qui ont obligé les politiciens allemands et leurs acolytes — policiers, journalistes, experts — à défendre l'image ternie de

leur pays à l'étranger et à exprimer leur consternation. Mais même alors, cependant, les politiciens ont demandé à la population de ne pas réagir trop fortement : les jeunes attaquants étaient, bien sûr, agressifs mais il n'aurait pas été "sage" de les provoquer ; selon les autorités, il ne s'agissait pas de gangs organisés, mais juste de jeunes buveurs en colère ; en tout cas, ce n'était pas politique et, de plus, ils étaient très peu nombreux...

Le fait est que, en même temps, de plus en plus de réfugiés, d'étrangers ou d'immigrés se retrouvent sans logement dans toute l'Allemagne et qu'aucun d'entre eux ne peut plus se sentir en sécurité. Auparavant, de telles brutalités se produisaient déjà souvent, mais aujourd'hui elles sont la règle partout. La vague d'attaques et d'incendies meurtriers, d'agressions et de provocations peut refluer à un moment donné, mais elle pourra revenir à tout moment, car elle surgit des profondeurs de cette société. Elle doit être combattue à la base.

En Allemagne, des opinions réactionnaires, d'extrême droite ou clairement fascistes sont ouvertement exprimées ou,

au moins, tolérées. A Hoyerswerda, la terreur a été ouvertement bien accueillie, personne ne s'y est opposé frontalement. A l'Ouest, les gens n'osent pas encore aller aussi loin, mais certains citoyens d'Essen ont demandé à des skinheads d'attaquer un foyer, afin de "débarrasser" le voisinage des étrangers.

A Brême, l'extrême droite a récemment recueilli 8 % des suffrages ; les votes ne sont pas venus de la petite-bourgeoisie, mais des ouvriers et des chômeurs.

« Je suis fier d'être Allemand »

Il existe encore une différence entre l'Est — où une certaine tradition antifasciste reste forte malgré tout — et l'Ouest : "seuls" 21 % des habitants de l'Est, contre 38 % à l'Ouest, disent "comprendre" l'extrême droite. Un Allemand sur dix pense comme l'extrême droite, même s'il ne l'exprime pas forcément par son vote. Ce chiffre est encore plus élevé parmi la jeunesse — environ 56 % des 16/18 ans se reconnaissent dans la phrase « Je suis fier d'être Allemand. » Presque un Allemand sur cinq réfléchit selon des critères autoritaires et veut un chef ; un sur vingt se veut franchement fasciste.

L'on dit qu'en Allemagne de l'Est, il n'y aurait que 1 500 jeunes cadres d'extrême droite et que ce nombre n'aurait pas augmenté depuis la chute du Mur de Berlin. C'est peut-être vrai — on recense 15 000 sympathisants avoués de ces groupuscules d'extrême droite alors que 50 000 autres s'en considèrent "proches". L'augmentation de leur nombre ne décou-

lerait donc que d'un problème d'organisation. En Allemagne de l'Ouest, ils sont au moins le double. L'apparition d'un réel mouvement de masse fasciste est devenu possible.

En Allemagne de l'Est, le stalinisme a laissé un vide idéologique, alors qu'à l'Ouest les idées démocratiques bourgeoises sont en train de perdre du terrain, sauf dans l'intelligentsia.

Et le mouvement ouvrier ?

Les organisations sociales en place ont perdu pratiquement tout lien réel avec les chômeurs, et surtout avec les jeunes de la classe ouvrière. Il n'y a personne dans les organisations de jeunesse des partis politiques, à part des yuppies qui veulent faire carrière. Les structures de jeunesse des syndicats n'existent quasiment que sur le papier et comme faire-valoir des conseils d'entreprises et des bureaucrates syndicaux.

Les belles idées d'égalité, de bien-être social, de solidarité, de cogestion démocratique et les espoirs dans l'avenir se sont transformés en chimères et ne survivent aujourd'hui que comme un sentiment vague. Les malades, les vieux ou tout simplement ceux qui sont mal adaptés n'ont aucune chance. Celui qui ne peut pas suivre la cadence de la chaîne de montage est fichu. Les gens n'ont aucune possibilité de peser sur les choses dans les partis, les syndicats ou la communauté ; ils n'ont aucun pouvoir, ceux d'en haut donnent des ordres, ceux d'en bas obéissent.

On ne pense qu'à soi, chacun lutte seul contre tous et seuls les plus impitoyables réussissent. « Lutte, sélection, pouvoir », voilà l'expérience de la morale du capitalisme. Elle n'est pas démocratique mais autoritaire, elle s'oppose à la solidarité et vise le pouvoir — c'est la barbarie.

Quand les classes ou les couches sociales ne voient pas d'alternative, quand les idées progressistes ne sont plus développées et quand les syndicats, les partis ou les mouvements civils ne proposent plus d'alternatives valables, la pensée réactionnaire perce et s'enracine dans la société.

Les deux années consécutives à la chute du Mur ont été agitées pour les groupes d'extrême droite. De manière inattendue, ils se sont retrouvés dans une Allemagne unifiée qu'ils n'avaient pas contribué à former ; cela les a placés momentanément sur la défensive.

Le plus important de ces groupes était celui des Republikaners qui, lors des élec-

1) Voir Inprecor n° 339 du 25 octobre 1991.

La mobilisation des antifascistes

Plus de 100 000 personnes, dont 50 000 à Berlin, ont participé à des manifestations contre le racisme, autour du 9 novembre 1991, à l'occasion de l'anniversaire de la "nuit de cristal" de 1938 et pour protester contre les pogroms fascistes d'Hoyerswerda, de Saalouis et de Greifswald.

C'est à la fois beaucoup et trop peu. C'est principalement la gauche qui s'est retrouvée dans les rues. Cependant, il faut noter que de plus en plus de gens se mobilisent contre le racisme, et ils ont partiellement réussi, pendant deux ou trois jours, à freiner la chasse aux réfugiés. Dans de nombreuses villes, les manifestations ont compté un nombre élevé de jeunes, ce qui a nourri l'espoir de provoquer un changement.

Dans beaucoup de cas, on a assisté à une compétition entre les manifestations "officielles" et celles de l'extrême gauche. À Hambourg et à Hanovre, les Verts ont joué un rôle dans la division du mouvement. Ainsi, à Hambourg, ils ont soutenu la manifestation appelée par les partis traditionnels, les organisations patronales, etc. Ce cortège, le 7 novembre, a rassemblé environ 1 000 personnes et le président du gouvernement local, Voscherau, y a pris la parole. Le lendemain, la manifestation des "radicaux" a rassemblé 8 000 personnes. Cette ligne des Verts illustre un virage à droite important et elle s'explique aussi par le fait qu'ils ont perdu la plupart de leurs militants de terrain. Ces divisions ont réduit l'ampleur des protestations.

Ce n'est que dans la Sarre — bastion du Parti social-démocrate (SPD), où un immigré a été récemment assassiné par des fascistes — que les sociaux-démocrates ont organisé une manifestation.

Bien qu'un nombre significatif de réfugiés ait participé à la préparation des manifestations, la présence des étrangers dans les cortèges est restée faible, à l'exception a été Berlin, dont l'importante population immigrée est assez politisée. L'attitude d'attentisme des immigrés est assez compréhensible car la gauche et le mouvement ouvrier sont plus enclins à faire de belles déclarations qu'à les défendre réellement.

La préparation des manifestations a montré que l'extrême gauche ne se rendait pas compte de la nécessité de travailler surtout avec les immigrés — et principalement les jeunes immigrés — pour construire un mouvement antiraciste. Il n'existe pratiquement pas de coopération avec les principales forces politiques des immigrés et les représentants des courants islamiques modérés. Malgré une déclaration appelant à l'autodéfense contre les attaques fascistes, la fédération syndicale DGB n'a pas essayé de mobiliser dans les entreprises, où le racisme est relativement fort parmi les ouvriers. Elle n'a pas n'ont plus essayé de mobiliser les ouvriers immigrés.

Les manifestations antiracistes ont eu un grand écho dans la presse. Mais par là, les médias voulaient surtout rassurer les pays étrangers sur le fait que, malgré tout, l'Allemagne restait démocratique. ★

Avec nos correspondants D. Müller et W. Wolf

tions européennes de 1989, avaient obtenu 2 millions des voix (7,1 %). La mutation de l'aile ouvertement fasciste de ce mouvement, autour du député de Bavière, Neubauer, l'a affaibli pendant presque un an, avant que le chef incontesté, Schönhuber, réussisse à s'en débarrasser ; le nombre de ses adhérents avait alors chuté à moins de 15 000. Cependant, depuis l'été 1990, ce parti s'est consolidé et avance maintenant le chiffre (probablement exagéré) de 25 000 militants. Mais il n'est plus capable d'organiser des actions de masse comme par le passé. Sur la scène électorale, il reste de loin le plus important des groupes d'extrême droite et a réussi à se renforcer en 1990. À l'Est, cette organisation est encore faible.

Le Parti national démocratique allemand (NPD) et l'Union populaire allemande (DVU) ont grossi durant les deux dernières années, mais n'ont pas effectué de percée qualitative ; ensemble, ils ne regroupent pas plus de 30 000 militants. La tentative d'unification des forces d'extrême droite par la liste de Hambourg, "Halte aux immigrés", plutôt que de dépasser les clivages, a, en fait, créé une or-

ganisation supplémentaire à l'avenir incertain.

Mais tous les membres de ces groupes viennent principalement des forces bourgeoises et ils ne sont donc pas prêts à faire usage de la force à cause de leur image ; ils veulent peser sur la scène politique, mais ils n'arrivent pas à concrétiser un travail organisationnel à long terme. Ces groupes ne disposent pas d'une base sociale indépendante et ressemblent plus à des blocs électoraux qu'à des partis. Ils peuvent profiter des points de vue fascistes largement répandus, qu'ils alimentent avec leur pensée réactionnaire et leur xénophobie. Dans des conditions favorables, ils pourraient obtenir 10 % des voix, mais leur base électorale potentielle reste timide et passive, votant majoritairement encore pour les partis traditionnels de droite, avant tout les démocrates-chrétiens. Ces derniers, avec l'aide de la presse à sensation, ont contribué à créer un climat de peur et d'hystérie contre les réfugiés, renforçant ainsi le terreau réactionnaire.

Petit à petit, les partis d'extrême droite se sont politiquement stabilisés et ont

commencé à consolider leur base et leur soutien électoral, ce qui constitue un changement significatif par rapport aux années 80. La population les voit comme une alternative politique possible et ils devraient enfin engranger des succès électoraux — comme par exemple à Brême.

Le complot de l'hydre

Les groupes ouvertement fascistes sont bien plus dangereux. Contrairement aux partis d'extrême droite établis, ils reposent sur un cadre militant et un travail parmi la jeunesse ouvrière plus que sur la propagande.

Selon des chiffres officiels, ils disposent de plus de 3 000 militants, et leurs activités sont réalisées avant tout par les skinheads — ils seraient, en fait, au moins 7 000, même si tous ne sont pas fascistes en tant que tels. Ils sont très indisciplinés et il est difficile de les maintenir dans des structures durables. « Nous avons des difficultés à établir une structure organisationnelle » a annoncé le néo-nazi Worch. Mais cela a déjà commencé à changer en Allemagne de l'Est. Plus de 150 skinheads ont participé à des attaques dans de nombreuses villes ; ils agissent souvent de manière coordonnée, durant une journée entière, en visant des cibles précises, se promenant avec des explosifs incendiaires. Les actions de groupes de 20 à 30 personnes sont monnaie courante, et on ne peut plus les considérer spontanées.

En mai 1991, un officier haut placé de la police est-allemande avait annoncé la terreur croissante qui serait organisée « comme une conspiration » pour que des groupes « organisés et liés entre eux » paraissent agir seuls et de manière autonome, alors, qu'en fait, les actions les plus importantes auraient été élaborées et organisées par des « réunions des chefs ». Jusqu'à présent, les autorités ont nié cela, bien que les faits parlent d'eux-mêmes.

Il est clair que de nombreuses attaques sont aussi menées par de petits groupes de sympathisants "imitateurs". Mais cela n'explique pas la nature systématique de la terreur ni le choix des objectifs — principalement des demandeurs d'asile et des étrangers —, ni pourquoi toutes les actions se déroulent selon le même schéma. Il semble que parmi les skinheads, il y a des militants aguerris qui organisent les autres pour l'action et établissent une certaine discipline. Ils espèrent peut-être, à terme, consolider les organisations à travers l'action. Pour ce faire, ils peuvent s'appuyer sur un environnement largement favorable.

Leur écho est bien plus grand que dans le passé. Pour la première fois depuis la fin de la période nazie, il existe un

mouvement fasciste militant en Allemagne, dont les agissements provoquent systématiquement des blessés ou des morts. Or les choses évolueront. Il est déjà évident que des armes ont été stockées et que des groupes spéciaux ont commencé à s'entraîner militairement. La terreur contre les opposants politiques et une terreur de masse indiscriminée peuvent intimider la population, comme cela a été le cas dans les années 70 en Italie et en Turquie.

Il faut riposter !

Le choc de la terreur a provoqué des manifestations et d'autres ripostes ; ainsi les gens qui sont d'accord avec les fascistes n'osent plus applaudir les terroristes. Cela pourra aussi servir de base à la création d'un travail antifasciste permanent, qui aura peut-être pour résultat une diminution de l'influence de l'extrême droite dans la population — mais sans plus. Cela n'arrêtera pas la construction des gangs fascistes militants. Le réel problème est que l'extrême droite attire et se construit dans la jeunesse ouvrière, alors que la gauche et les mouvements sociaux ont pratiquement perdu toute leur influence auprès de cette couche sociale.

Le danger fasciste ne peut pas être uniquement combattu par des protestations. De plus, l'utilisation de la loi interdisant certaines organisations, l'antidote favori des réformistes et des anciens stalinien, n'est pas viable. En cas d'urgence, les fascistes représentent le dernier recours de l'Etat bourgeois et il les protégera. De toute façon, même si un groupe était interdit, rien ne l'empêcherait de réapparaître sous une autre forme, comme le prouve toute l'histoire de l'interdiction des organisations nazies ouest-allemandes.

Ce qu'il faut, c'est construire un mouvement unitaire large et permanent ancré dans des initiatives locales et des coordinations qui puissent organiser des actions et des mobilisations, construire des structures d'autodéfense et faire de la propagande. Ce mouvement devra être au premier rang pour s'opposer à l'hystérie xénophobe et s'en prendre aux racines du chômage et des problèmes de logement. Il devra centrer son travail sur les banlieues les plus défavorisées, travailler dans les usines et tisser des liens avec les immigrés.

Il ne faut pas seulement s'affronter directement aux groupes terroristes, il faut aussi changer les mentalités. ★

Inprekorr, novembre 1991

Poussée d'extrême droite

Lors des élections provinciales du 10 novembre 1991, la social-démocratie a perdu la majorité absolue à la mairie de Vienne. Les conservateurs du Parti autrichien du peuple (OeVP-chrétien-démocrate) se sont vus devancés par la droite populiste du Parti libéral (FPOe) et les Verts ont doublé le nombre de leurs sièges.

Hermann DWORCZAK



LE SCORE obtenu par le Parti social-démocrate (SPOe) est le plus bas depuis 1945. En perdant 7,1 % de leurs voix, les sociaux-démocrates ne gardent le contrôle de la majorité absolue des sièges de la Diète viennoise (conseil municipal) que grâce à l'arithmétique électorale.

La formation bourgeoise traditionnelle, le Parti autrichien du peuple (OeVP), a connu une débâcle de taille : il perd 10,3 % de son électorat et se voit devancé par le FPOe.

Lors des élections de 1987, l'OeVP avait obtenu 28,4 % des voix et le FPOe seulement 9,7 % ; le 10 novembre 1991, en revanche, l'OeVP en a recueilli 18 % et le FPOe 22,5 %. L'Alternative verte a obtenu 4,7 % des suffrages et sept sièges au conseil municipal de Vienne. Le Parti communiste autrichien (KPOe) a reçu moins de 5 000 votes et ne parvient pas à garder son dernier et unique siège au gouvernement local.

Ces élections locales ont été dominées par le thème de l'immigration. Le FPOe a mené une campagne de masse contre les immigrés. Les conservateurs se sont engouffrés dans le sillage de l'extrême droite et les sociaux-démocrates, gênés, ont essayé de contourner autant que possible le sujet.

Seule l'Alternative verte s'est clairement opposée à cette xénophobie, même si elle n'a pas toujours su être assez conséquente — le tête de liste des Verts, Peter Pilz, a répondu aux attaques de l'extrême droite, en rejetant le mot d'ordre « *Etrangers dehors* » (« *Auslanders*

Raus ») mais il a ajouté « *Notre parti n'encourage pas l'immigration* ».

Les boucs émissaires

Dans ce contexte, le FPOe a réussi à rafler 45 000 voix aux sociaux-démocrates. Dans des circonscriptions électorales traditionnelles de la classe ouvrière, le FPOe a parfois atteint le record de 25 % des voix. La faillite de l'administration social-démocrate, durant des décennies, dans des domaines importants comme le transport, la santé, les crèches ou la construction de logements, ainsi que l'absence d'une politique d'intégration pour les immigrés ont favorisé le fait que la xénophobie ait été un point de cristallisation de toutes sortes de mécontentements diffus.

Les conservateurs, qui avaient déjà souffert des revers lors de précédentes élections régionales dans les provinces de Styrie et de Haute-Autriche, connaissent une crise importante après leur déroute électorale à Vienne. De nombreux observateurs pensent que le FPOe est déjà en train de sérieusement concurrencer le OeVP au niveau national — ce qui constituera une pression supplémentaire sur la coalition gouvernementale des sociaux-démocrates et des conservateurs.

La seule surprise agréable de ces élections a évidemment été constituée par les bons résultats de l'Alternative verte. Les efforts des Verts pendant cette campagne ont été fortement marqués par la personnalité de Peter Pilz, véritable leader populaire ; mais la gauche n'était pas pour autant absente. Un syndicaliste bien connu, Jean Margulies, a été élu au conseil municipal de Vienne.

Ce scrutin a surtout mis en évidence la polarisation qui existe en Autriche. Le bloc des conservateurs et des sociaux-démocrates s'effiloche. A droite, le FPOe gagne du terrain avec son tribun populiste Jörg Haider. A gauche, les Verts (1) ont l'opportunité de devenir un pôle d'attraction. La question reste de savoir si l'Alternative verte sera capable de se saisir de cette chance. ★

Vienne, 19 novembre 1991

1) Les militants de l'Alternative socialiste (section autrichienne de la IVe Internationale) travaillent au sein de l'Alternative verte.

TUNISIE

Pour l'acquittement des six de Sidi Bouzid !

Le 13 octobre 1991, six jeunes étaient arrêtées à Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie, dont des lycéens, alors qu'ils diffusaient un tract devant un lycée (voir *InpreCOR* n° 339 du 25 octobre 1991). Brutalisés par la police et gardés aux arrêts, ils devaient passer en procès le 13 novembre 1991, inculpés d'association illégale et de réunion illégale.

Le 6 novembre, les six jeunes ont été remis en liberté et leur procès est ajourné au 17 décembre 1991.

Le gouvernement tunisien, on l'a vu pendant la guerre du Golfe, est "sensible" à certaines pressions et il veut redorer son blason sur la scène internationale. Il faut donc que celles-ci continuent afin d'obtenir l'acquittement des six de Sidi Bouzid. ★

Protestations à envoyer au ministère de l'Intérieur à Tunis, avec copie à la Ligue tunisienne des droits de l'homme (fax : 216-1-79 54 66)



NOUVELLES du monde

EUROPE

La Charte sociale des appelés

Les 6, 7 et 8 septembre 1991, la 13e Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) s'est tenue aux Pays-Bas, où existe la plus ancienne des organisations de ce genre. Cette réunion a adopté une Charte sociale.

Avec le développement de l'intégration capitaliste européenne, le rôle de l'ECCO deviendra de plus en plus important. Les gouvernements des pays occidentaux sont en train de mettre sur pied diverses forces d'intervention rapide, qui peuvent être envoyées dans tous les coins de la planète pour « sauvegarder les intérêts économiques des

démocraties occidentales ». Les appelés deviennent un fardeau pour ces forces spéciales, à cause du temps d'entraînement trop court qui leur est fourni et parce que les gradés leur font bien moins confiance qu'aux volontaires ou aux engagés — au moment de la guerre de Golfe, en Allemagne, dans l'Etat espagnol et aux Pays-Bas, de nombreux appelés ont refusé de partir dans le désert.

Dans les nouvelles armées "flexibles" que prévoit la bourgeoisie européenne, le rôle et la place des appelés vont diminuer, pour "améliorer" la liberté de mouvement des forces d'intervention rapide. Pour devenir une puissance mondiale, la Communauté européenne cherche à accroître la coopération entre les différentes armées. On assiste déjà aujourd'hui à des manœuvres conjointes et de nombreuses discussions sont en cours quant à la transformation de la brigade franco-allemande en armée franco-allemande — noyau d'une future armée européenne.

Le mouvement international des appelés veut arrêter ces manœuvres impérialistes et l'ECCO veut avant tout s'atteler à dénoncer la détérioration des conditions économiques, sociales et démocratiques du service militaire.

Après de nombreuses discussions, quinze organisations (venues de treize pays) ont décidé de mettre sur pied une Charte sociale des appelés. Selon ce texte, l'appelé doit être considéré comme un jeune, égal aux autres, même s'il porte un uniforme. Les droits des jeunes doivent lui être octroyés — liberté de parole et de réunion, droit à un procès juste, pas de discrimination contre les homosexuels ou les Noirs ; mais aussi des conditions de sécurité durant les manœuvres, etc. La Charte déclare aussi qu'un appelé ne doit pas être obligé à servir dans deux armées. Ceci concerne les jeunes immigrés — ainsi un jeune Turc qui vit aux Pays-Bas, même s'il a la nationalité néerlandaise, doit effectuer à la fois son service dans ce pays et en Turquie. Les appelés veulent avoir un salaire décent, faire leur service à côté de leur lieu d'habitation et retrouver leur emploi à la fin de leur passage par l'armée. ★

EUROPE DE L'EST

Appelés de l'Est, unissez-vous !

Avant la chute du Mur de Berlin, en 1989, les appelés des pays de l'Est ne pouvaient pas s'organiser.

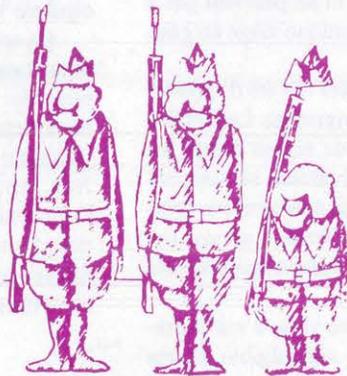
Lors de la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) d'Helsinki, en 1989, pour la première fois, des appelés d'Union soviétique et de Hongrie étaient présents, envoyés, cependant, par le commandement de leurs armées respectives. A la 13e Conférence de l'ECCO qui s'est tenue aux Pays-Bas, il y avait plusieurs délégations est-européennes, mais aucune d'URSS, à cause de la tentative de putsch d'août 1991.

Pendant le printemps de Prague, pour la première fois, des organisations s'étaient créées ; elles ont été dissoutes au lendemain de la normalisation, puis rétablies en 1990 ; l'organisation des conscrits tchécoslovaques compterait 5 500 appelés, mais aussi une centaine de soldats professionnels gradés, ce qui est fort étrange dans un tel cadre.

Des appelés de Slovaquie étaient aussi présents à la réunion de l'ECCO ; ceux-ci tentent de s'organiser pour défendre leurs conditions de vie — la loi leur reconnaît le droit de refuser un ordre s'il représente un danger pour leur santé.

Evidemment, les problèmes sont de taille dans les armées d'Europe de l'Est. Les commandements hongrois et tchécoslovaque, par exemple, essaient de rétablir l'"ordre" dans l'armée, après le chaos et le vide de pouvoir de ces deux dernières années ; pour ce faire, ils n'hésitent pas à utiliser les méthodes des armées occidentales.

L'organisation des appelés de Tchécoslovaquie a annoncé qu'une conférence des soldats d'Europe de l'Est était en préparation, avec des conscrits venus de Hongrie, de Bulgarie, de Roumanie, d'Union soviétique et de Pologne. ★



GRECE

Les cartables dans la rue !

Les mesures prises par le ministre de l'Education et des Affaires religieuses, Souflias, prévoyant le rétablissement des examens écrits deux fois par an au collège, ont constitué le détonateur des mobilisations lycéennes d'octobre 1991.

Mais le malaise étudiant est bien plus profond : les bâtiments scolaires sont anciens et rares (les élèves d'Athènes ou de Salonique sont obligés de suivre un horaire "intensif" faute de place dans des immeubles qui logent les effectifs de plusieurs écoles) ; les laboratoires sont inutilisables ; les professeurs enseignent des matières qui n'ont rien à voir avec leur formation initiale, avec un salaire de misère qui les oblige à donner des cours particuliers, ce qui fait chuter le niveau des études ; le cadre scolaire grec est encore dominé par la religion (les cours de théologie sont toujours obligatoires, ainsi que la prière matinale) ; les livres scolaires sont officiellement choisis par le ministère (ce qui accentue l'obscurantisme ambiant — les autorités ont été jusqu'à censurer des livres d'histoire jugés "marxistes"). ★